



Numéro 3

Avril 2024

### **En route pour le Premier Mai 2024**

**Devenir une force politique organisée et effective est le défi à relever  
pour le mouvement ouvrier en 2024**

*– Centre ouvrier du PCC(M-L) –*

### **L'urgence de combattre l'offensive antisociale**

- **L'irresponsabilité du gouvernement à l'approche de la saison des incendies de forêt**  
*– Peggy Morton –*
- **Les pompiers de la forêt s'expriment sur leurs conditions et leurs exigences**  
*– Peggy Askin –*

### **Criminalisation du droit de parole et de conscience**

- **D'autres mesures administratives au Québec pour criminaliser la participation des citoyens à la vie politique**  
*– Geneviève Royer –*
- **L'interdiction du keffieh à l'Assemblée législative de l'Ontario ne fera pas taire la voix de la résistance palestinienne au Canada**  
*– Philip Fernandez –*

### **La lutte pour la justice sociale se poursuit sans relâche**

- **Manifestation à Gatineau durant le Sommet sur l'itinérance**
  - **Les Haligoniens réclament le droit au logement lors de la remise des prix Juno**  
*– Correspondant jeunesse du LML –*
- **Les organismes de défense des droits réclament un plan national pour les demandeurs d'asile**  
*– Diane Johnston –*
- **Opposition à la forte hausse des frais de scolarité pour les étudiants internationaux et non québécois au postsecondaire**  
*– Christine Dandenault –*

## **75e anniversaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord**

- **Une OTAN secouée et chambranlante**

*– Nick Lin –*

- **Le désespoir à propos de l'Ukraine hante les réunions des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, du Conseil OTAN-Ukraine et des partenaires indopacifiques**

*– Steve Rutchinski –*

### **États-Unis**

- **Le mouvement de dénonciation du génocide par le vote prend de l'ampleur**
- **La poursuite du génocide n'empêche pas les États-Unis de financer la guerre en faveur d'Israël et de l'Ukraine**

### **Tout en oeuvre pour soutenir Cuba révolutionnaire!**

- **De nouvelles opérations contre Cuba exposent l'ingérence américaine**
  - **L'amitié et la solidarité entre les peuples cubain et québécois à nouveau réaffirmées!**
- **Des Torontois célèbrent le 63e anniversaire de la victoire de Cuba à baie des Cochons**

### **Tenons-nous avec Haïti! Core Group, hors d'Haïti!**

- **Le Core Group et la Communauté des Caraïbes s'entendent pour imposer un Conseil présidentiel de transition et légitimer l'intervention étrangère**
  - **Le Canada forme des forces interventionnistes**
  - **Mise à jour sur la force multinationale d'intervention dirigée par le Kenya**
  - **Les États-Unis reprennent les expulsions vers Haïti**

### **Dans l'actualité**

- **La résistance palestinienne repousse l'agression israélienne de même que l'ingérence extérieure**
- **Les Philippins dénoncent les exercices militaires conjoints États-Unis-Philippines Balikatan 2024**
- **Les Sud-Coréens demandent la destitution du président Yoon Suk-yeol à la suite des élections nationales**

- **Les fermiers et les travailleurs de l'Inde trouvent les moyens de s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires**

– J. Singh –

**À LIRE LE 4 MAI  
Supplément  
Budget fédéral 2024**

– K.C.Adams –

**Intensification de la pénétration étrangère, surtout américaine, du Canada au détriment des Canadiens**

**En route pour le Premier Mai 2024**

**Devenir une force politique organisée  
et effective est le défi à relever pour le mouvement  
ouvrier en 2024**

– *Centre ouvrier du PCC(M-L)* –

Le Premier Mai est la journée où la classe ouvrière exprime son unité d'un bout à l'autre du Canada et du Québec et avec ses pairs dans le monde entier. C'est surtout un moment où les travailleuses et travailleurs font le bilan de ce qu'ils ont accompli durant l'année écoulée et discutent de ce qu'ils doivent accomplir dans l'année qui vient.

D'un Premier Mai à l'autre, les travailleurs du monde se fixent une voie à suivre pour changer la situation en leur faveur. En ce tournant historique, alors que rien n'est resté inchangé, la prévisibilité a fait place à l'incertitude, à l'anarchie, à la violence et aux tentatives des dirigeants de tout contrôler en imposant leur diktat dans tous les domaines de la vie, de la manière la plus autocratique qui soit. Cela s'accompagne de lois qui criminalisent la participation aux affaires politiques et de bien d'autres mesures. Les graves crimes commis contre l'humanité et contre la paix, comme à Gaza, accroissent le danger de guerre mondiale.

Il est essentiel que la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les personnes âgées et tous celles et ceux qui s'élèvent contre l'injustice et pour la protection des droits de toutes et tous fassent en sorte que leurs voix ne soient pas réduites au silence. Ils doivent agir intelligemment, ne pas permettre aux provocateurs de police d'infiltrer leurs rangs, ne pas tomber dans la confusion et l'incohérence. Nous savons qu'en travaillant avec leurs



pairs et en reconnaissant la nécessité de prendre position en parlant en leur propre nom, sans tomber dans tous les pièges qui leur sont tendus, cela peut être fait parce que cela doit être fait.

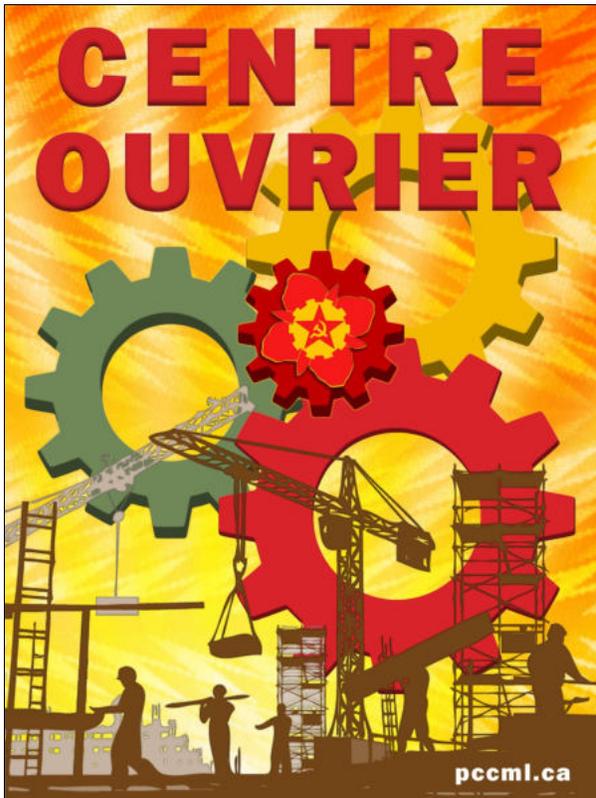
L'année dernière, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'est donné la tâche de renforcer son journalisme et d'axer les discussions sur les défis auxquels le mouvement ouvrier est confronté, pour identifier ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas et tracer une voie à suivre. Maintenant, pour aller de l'avant, la situation nous révèle que les travailleurs ont devant eux le défi de devenir la force politique organisée dont il a besoin dans les conditions d'aujourd'hui. Les décisions prises par les gouvernements à tous les niveaux nuisent au bien-être des travailleurs, à l'environnement naturel et à la société elle-même. Elles portent également atteinte à la cause internationale de la paix, de la liberté et de la démocratie. Cela signifie que les travailleurs doivent accorder une attention toute particulière à la nécessité de renouveler le processus démocratique afin qu'ils puissent exercer un contrôle sur la manière dont les décisions sont prises, par qui et dans quel but elles sont prises, ainsi que sur leur mise en oeuvre et sur la manière dont les résultats sont établis.

En essence, c'est le manque de pouvoir politique aux mains de la classe ouvrière et du peuple qui bloque tout avancement de la société. La classe dirigeante utilise sa position de pouvoir et de privilèges pour intensifier l'offensive antisociale, trahir la souveraineté du pays et intégrer le Canada à la machine de guerre des États-Unis. Cela pose de nombreux problèmes, non seulement à la classe ouvrière et au peuple, mais aussi à la classe dirigeante elle-même, qui s'enfoncé de plus en plus dans le discrédit parce qu'elle est corrompue et qu'elle sert des intérêts privés étroits au détriment des besoins de l'environnement naturel et social. Ceux qui se font appeler les représentants élus sont, dans l'ensemble et dans bien des cas individuels, considérés comme corrompus car ils concilient avec les lois les plus rétrogrades au nom d'idéaux élevés. Les conflits entre les factions de la classe dirigeante alimentent des scénarios de guerre civile, tels que ceux observés aux États-Unis, mais aussi en Europe et dans d'autres pays. Les pays où dominent des institutions démocratiques libérales, dont le Canada, ont recours à des mesures autocratiques pour interdire la parole, interdire la dissidence et bloquer toute voie qui soit à l'avantage du peuple.

Prendre des mesures pour devenir une force politique organisée et effective, tel est le défi auquel est confronté le mouvement ouvrier en 2024. Cette tâche devient de plus en plus urgente à mesure que l'intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis et son soutien aux forces les plus réactionnaires détruisent le tissu social et causent de graves problèmes pour le peuple. L'année dernière, les valeurs anticomunistes, racistes et anti-ouvrières du Canada, héritées de la période coloniale et de la guerre froide, se sont traduites entre autres par l'ovation d'un collaborateur nazi au Parlement canadien, par un soutien indéfectible aux crimes commis par le gouvernement sioniste d'Israël contre le peuple palestinien et par des mesures d'intimidation et de criminalisation de ceux qui soutiennent la résistance palestinienne.

Partout au pays, des projets dit « verts » sont lancés sans même procéder à des évaluations environnementales et en violation des protections et des principes prévus dans la Constitution. Le gouvernement Legault au Québec et les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada imposent des mesures irrationnelles à la population. Dans le cas de l'usine de batteries Northvolt, le gouvernement Legault et ses ministres agissent en toute impunité, envers et contre l'opposition qui vient de tous les milieux pour exiger la protection de l'environnement naturel et social. De même, le gouvernement Ford en Ontario fait fi des lois conçues pour protéger l'environnement, les droits ancestraux des peuples autochtones et les droits des travailleurs. Dans le cas de la fonderie Horne à Rouyn-Noranda, au Québec, des intérêts privés étroits dictent ce que les gouvernements peuvent ou ne peuvent pas faire pour éviter de s'occuper des émissions d'arsenic. Les gouvernements, tant au niveau fédéral que provincial, refusent de garantir un toit à tous les membres de la société et se sont maintenant lancés dans un vaste programme pour remettre de l'argent public aux banques et aux sociétés immobilières sous prétexte de s'attaquer au problème de logement, comme on l'a vu dans le dernier budget du gouvernement fédéral.

Nous ne pouvons pas laisser les gouvernements imposer à la société le diktat d'intérêts privés étroits et supranationaux. Les travailleurs sont conscients que cela bloque toute possibilité d'apporter à la société ce dont elle a besoin pour ouvrir la voie au progrès. Ils manifestent leur opposition à cette orientation de l'économie et se font entendre pour faire valoir les réclamations qu'ils sont en droit de faire en tant que producteurs des richesses de la société et garants de son bien-être. Cependant, lorsqu'il s'agit d'exercer le pouvoir politique, ils ne sont pas politiquement organisés. Le système des partis cartellisés est en plein désarroi et discrédité. D'où la nécessité pour les travailleurs de parler en leur nom propre, non seulement dans les domaines des relations de travail et de la justice sociale, de l'environnement, etc., mais aussi dans le domaine politique qui ne doit pas être négligé.



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a tenu des forums sur les affaires politiques tout au long de l'année écoulée, appelant ses membres, ses sympathisants, les travailleurs, les jeunes, les étudiants, les femmes et les personnes âgées à organiser des tables rondes avec leurs pairs dans tous les secteurs de l'économie, les établissements d'enseignement et les communautés pour s'informer sur les nouvelles lois en cours d'adoption, leurs conséquences pour l'économie, la société et les travailleurs, et pour prendre position à partir de leur propre point de vue avantageux, et non celui des riches dont l'objectif est de les exclure du processus politique. Grâce à ces tables rondes d'information et d'échange, les travailleurs, les jeunes et les retraités commencent à résoudre le problème de la création des formes dont ils ont besoin pour exercer leur pouvoir politique d'une manière qui leur soit favorable.

Au cours de l'année à venir, le PCC(M-L) continuera de fournir des informations sur ces lois et de donner son avis sur ce qu'elles signifient pour le peuple. Il encouragera ceux qui organisent des tables rondes à rendre compte des opinions exprimées à leur sujet.

Aujourd'hui, la promulgation de lois très néfastes pour le corps politique est devenue monnaie courante. Des lois qui prétendent contrôler le discours haineux et l'extrémisme, des mesures sur le front électoral qui restreignent et bâillonnent encore plus la classe ouvrière dans sa participation à la gouvernance sur toutes les questions qui la concernent, y compris les budgets déplorables qui paient les riches, sont quelques exemples de la façon qu'on enlève aux citoyens tout rôle dans le processus politique qui est mis en place.

Au Québec, le gouvernement vient de déposer un projet de loi visant à criminaliser les citoyens qui veulent se faire entendre. Il le fait au nom de la protection des élus contre l'intimidation, sans se donner la peine d'analyser les sources du problème et sans consulter ceux qui seront la cible d'injonctions, d'amendes et d'emprisonnement. C'est incroyable que les élus adoptent un tel projet de loi pour criminaliser le peuple qui veut se faire entendre.

Les travailleurs ne sont pas des ennemis de la stabilité, de l'ordre, de la sécurité nationale, de la paix ou d'une économie et d'un environnement sains. Au contraire, leur vie est consacrée à un environnement naturel et social sain, mais dire que toutes ces choses peuvent être réalisées en

donnant de l'argent aux riches, en restructurant l'État pour le rendre encore plus hiérarchique, inégalitaire et discriminatoire, c'est se livrer à la désinformation pour désorganiser la classe ouvrière et l'empêcher de dépasser les limites arbitraires décidées par les dirigeants, leur constitution et leurs lois.

Par exemple, les négociations pour le renouvellement des conventions collectives de plus de 600 000 travailleuses et travailleurs du secteur public au Québec illustrent très bien que la vieille façon de négocier les conditions de travail ne fonctionne plus. Le gouvernement a tout fait pour briser l'appui de la population à ces travailleurs, mais en vain. Les travailleurs sont conscients de la nécessité de renouveler les façons de faire de leurs syndicats afin que les actions pour apporter les changements nécessaires à leurs conditions de travail ne se limitent pas à une période dite de négociation où, en bout de ligne, les décisions sont imposées sans égard à ce que les travailleurs sont en droit de revendiquer. Quatre-vingt mille infirmières québécoises viennent de rejeter l'entente de principe du gouvernement. La réponse de la présidente du Conseil du trésor est : « Nous allons rencontrer le syndicat pour comprendre ce qui achoppe. Cependant, le contexte et nos objectifs vont demeurer les mêmes, notamment en matière de souplesse », c'est-à-dire cette même demande de « flexibilité » que infirmières ne cessent de dénoncer !



**Rassemblement des travailleuses et travailleurs du secteur public du Québec le 23 septembre 2023**

Les travailleurs de tous les secteurs de l'économie refusent d'être traités comme quelque chose de jetable, sans rôle à jouer parce qu'ils ne sont pas une force politique organisée, parce qu'ils sont réduits au silence et criminalisés pour avoir réclamé ce qui leur appartient de droit et ce qui est juste et nécessaire dans une société moderne.

Parler en son propre nom, se représenter soi-même politiquement sur une base collective et lutter pour ses droits dans le contexte de la lutte pour une société qui défend les droits de toutes et tous est le plus grand défi du mouvement ouvrier à l'heure actuelle. Cela rompt avec la dépendance envers un soi-disant pouvoir supérieur qui décide ce que la classe ouvrière et le peuple doivent penser et ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire, alors que les décisions prises ne sont pas dans leur intérêt ni dans celui de la société ou du pays, ni dans l'intérêt de la paix, de la liberté et de la démocratie dans le monde. Cela rompt aussi avec le rôle de mendiant que la classe dirigeante assigne au peuple, au lieu de voir comment, dans chaque situation, défendre la cause commune et hisser le drapeau de la dignité ouvrière qui est synonyme de la dignité humaine.



Intervenir de manière à se donner les moyens d'agir ouvre la voie au progrès et c'est littéralement faire l'histoire. Depuis le Premier Mai 2023, le mouvement ouvrier a progressé à cet égard puisqu'il prend les mesures pour rejeter les mécanismes qui ne permettent pas aux travailleurs de se prononcer et d'intervenir durant les négociations. Cela donne confiance aux travailleurs et met fin à l'humiliation de la passivité face aux dangers inhérents au présent et à ce qui se prépare.

Le PCC(M-L) et son Centre ouvrier consacre tous leurs efforts à cultiver cette perspective et cette pratique. Tous celles et ceux qui veulent se joindre aux tables rondes doivent s'enregistrer sans délai ! En avant !

*Ensemble à la défense des droits de toutes et tous le Premier Mai !*



**L'urgence de combattre l'offensive antisociale**

## **L'irresponsabilité du gouvernement à l'approche de la saison des incendies de forêt**

*– Peggy Morton –*



**Edmonton, 28 juin 2023**

Après une saison des feux de forêt dévastatrice au Canada en 2023, au cours de laquelle 2,2 millions d'hectares de forêts ont été brûlés (22 000 kilomètres carrés) et 38 000 personnes ont été évacuées de leur domicile, voilà qu'ont déjà commencé les feux de forêt en Alberta et en Colombie-Britannique.

En Colombie-Britannique, on estimait le 20 avril que l'incendie de Burgess Creek, à environ 45 kilomètres au sud de Quesnel, s'étendait sur 50 hectares, mais à midi le 21 avril, il avait atteint une superficie d'environ 1 600 hectares. Selon le responsable de l'information sur les incendies au Cariboo Fire Centre, 125 pompiers étaient attendus pour lutter contre cet incendie. Les pompiers ont réussi à ralentir sa croissance et, le 25 avril, l'incendie s'étendait sur 1 800 hectares (18 kilomètres carrés). Six autres incendies de forêt brûlent et sont considérés comme maîtrisés.

En Alberta, il y a eu plus de 205 incendies de forêt en 2024, qui ont brûlé 755 hectares, soit plus de trois fois la superficie moyenne brûlée à cette période de l'année. Il y a 63 incendies actifs qui brûlent et tous les incendies sont considérés comme maîtrisés ou contrôlés en date du 26 avril. Les habitants du district de Peace River, y compris les 260 détenus du Centre correctionnel de Peace River, ont été évacués plus tôt en avril. Josée St-Onge, responsable de l'information sur les feux de

forêt en Alberta, indique que le risque d'incendie est actuellement très élevé en raison des conditions de sécheresse et de vent dans la province.

Le 24 avril, le gouvernement de l'Alberta a reconnu que ses services de lutte contre les incendies de forêt ne seraient pas entièrement dotés en personnel avant le 15 mai, et non le 15 avril comme annoncé en février. Pour mettre les choses en perspective, l'incendie de Slave Lake, qui a détruit un tiers de la ville du même nom, a débuté le 14 mai en 2011. L'incendie de Fort McMurray, surnommé « la bête », qui a forcé l'évacuation de toute la ville, a débuté le 1er mai en 2016. Le 6 mai 2023, 24 000 personnes avaient été évacuées dans l'ensemble de l'ouest canadien, un signe annonciateur de la saison des incendies sans précédent de 2023.



Cette irresponsabilité alarmante n'est qu'une partie du tableau. En février, le ministre des Forêts et des Parcs, Todd Loewen, a annoncé que le gouvernement ferait passer le nombre de pompiers de 900 à 1 000, en ajoutant cinq équipes de 20 personnes. Cependant, au 24 avril, il n'y avait que 749 pompiers et membres du personnel de soutien, et, dans le meilleur des cas, 850 travailleurs seraient formés d'ici mai, dont 500 sont nouveaux et n'ont aucune expérience. Si le nombre de pompiers annoncé est nettement insuffisant, il semble maintenant qu'il y en aura encore moins que l'année dernière, et que la majorité d'entre eux n'auront aucune expérience.

Rien de tout cela n'est inattendu. Les syndicats représentant les pompiers de forêt n'ont cessé de sonner l'alarme sur la crise aiguë du recrutement et de la rétention. Mike Flannigan, spécialiste des incendies de forêt et professeur à l'Université de Thompson Rivers en Colombie-Britannique, a dit en août 2023 que le nombre actuel de pompiers au Canada, environ 5 500 selon une enquête de Reuters, est inférieur d'environ 2 500 à ce qui est nécessaire.

Le feu est un élément naturel de l'écosystème de la forêt boréale, mais les incendies du XXIe siècle sont différents. Alimentés par le réchauffement climatique et les gouvernements au service d'intérêts privés étroits, ils brûlent plus fort, se propagent plus rapidement et se produisent plus fréquemment, dévorant de vastes étendues de terre et détruisant des milliers d'habitations et d'importantes infrastructures. La gestion des incendies ne peut plus reposer sur l'envoi d'équipes d'autres régions du pays ou même du monde. Il faut une réponse rapide pour identifier les incendies qui doivent être éteints et une action rapide pour le faire lorsqu'ils sont de petite taille. Les pompiers et leurs syndicats, les scientifiques, les gardiens du savoir autochtone et les communautés locales ont des solutions pour limiter la destruction de l'environnement naturel et protéger les communautés. Mais les gouvernements ferment les yeux et bloquent les mesures nécessaires, notamment pour assurer le bien-être des pompiers, dont neuf ont perdu la vie l'année dernière.



L'inaction des autorités révèle à quel point elles sont irresponsables, indifférentes, incompétentes, irrationnelles et inaptes à gouverner. Ceux qui gouvernent au nom de puissants intérêts privés bloquent les mesures désespérément nécessaires pour résoudre la crise du recrutement et de la rétention des sapeurs-pompiers, ce qui exige de fournir aux pompiers ce dont ils ont besoin. Ils ignorent les connaissances et criminalisent même les pratiques des peuples autochtones qui vivent

avec le feu dans les forêts depuis les temps immémoriaux. Les conclusions des scientifiques qui étudient la nature changeante du feu au XXI<sup>e</sup> siècle sont également rejetées par la perspective du « business as usual » qui domine. L'absence de pouvoir politique entre les mains de la classe ouvrière et du peuple est immédiate, et c'est le plus grand problème à résoudre.



---

## Les pompiers de la forêt s'expriment sur leurs conditions et leurs exigences

– Peggy Askin –



Pompiers de l'Alberta, Alberta, 7 août 2023

*LML* s'est entretenu avec James Gault, vice-président de l'Union des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE), au sujet des conditions, des défis et des demandes des pompiers de la forêt représentés par l'AUPE. L'AUPE négocie actuellement une nouvelle convention collective pour les pompiers ainsi que pour des dizaines de milliers d'autres travailleurs. Les questions clés qui sont toutes liées sont les salaires acceptables pour les travailleurs et qui reconnaissent leur grande valeur, les questions de santé et de sécurité, y compris l'absence d'indemnités de maladie et de couverture présumée de l'indemnisation des travailleurs pour les maladies professionnelles, ainsi que le recrutement et la rétention. Il a également évoqué l'incapacité totale du gouvernement du Parti conservateur uni à se préparer à la saison des feux de forêt de cette année.

« Nous aurions dû être prêts le 15 avril et nous ne le serons pas avant le 15 mai. L'année dernière, au 6 mai nous étions déjà en état d'urgence dans cette province. Nous avons déjà dû faire face à trois feux d'herbe. Il s'agit d'une province très sèche... nous sommes actuellement dans une province en proie à la sécheresse. Des incendies brûlent sous terre. Nous avons besoin de pompiers de forêt. Nous avons besoin de personnel formé. Nous n'y parviendrons pas si nous les considérons comme un groupe dont on peut se passer.

« Souvent, les pompiers reçoivent une petite formation, travaillent une saison, puis ne reviennent pas. Au lieu de personnes ayant quatre ou cinq ans d'expérience, nous avons des personnes ayant un ou deux ans d'expérience qui dirigent de toutes nouvelles équipes de 20 personnes à combattre ces incendies de forêt. Il y a des problèmes de santé et de sécurité, de sécurité de base et de manque d'expérience pour faire face à ces incendies », affirme James M. Gault.

« Le gouvernement fait des entrevues rapides, puis propose une formation de 10 jours à Hinton. C'est suffisant pour que les gens combattent les incendies, mais ce dont vous avez besoin dans n'importe quel travail, vous l'apprenez lorsque vous êtes là depuis un certain temps – vous avez des intuitions, vous comprenez mieux le rôle, vous êtes plus efficace, vous êtes beaucoup plus rapide et vous traitez les problèmes plus rapidement. C'est ce qui nous manque ici. Nous sommes constamment en train d'intégrer de nouvelles personnes. Et c'est beaucoup de travail pour quelqu'un qui a un peu d'expérience et qui doit s'occuper de 18 ou 19 autres personnes sans expérience. Vous êtes responsable de cette équipe. Vous essayez de maîtriser ces incendies. Et lorsqu'ils commencent à brûler, vous êtes à la merci de Mère Nature et il suffit que le vent tourne pour que tout le monde le ressente », explique le vice-président de l'AUPE.

Une autre revendication importante concerne la couverture présumée de l'indemnisation des travailleurs en cas de cancer et de maladie cardiaque. Les pompiers urbains se sont battus avec acharnement pour que le cancer soit reconnu comme une maladie professionnelle, mais les pompiers forestiers ne bénéficient pas d'une couverture présomptive, ce qui signifie qu'ils doivent essayer de prouver que leur maladie est liée à leur travail.

« Ils luttent donc contre les incendies. Nous savons que la fumée des feux de forêt provoque le cancer, et ils ne sont pas couverts. [...] Une étude vient d'être publiée qui indique que la qualité de l'air en Alberta est parmi les pires du pays à cause des feux de forêt. Avec ces informations, pourquoi le gouvernement choisit-il d'autoriser une présomption d'indemnisation des travailleurs pour les pompiers municipaux, mais pas pour les pompiers forestiers qui sont au milieu des incendies et de la fumée pendant des tournées de 10 à 14 jours ? Je n'en ai aucune idée, si ce n'est que lorsque vous entendez le ministre Loewen, lorsqu'il prend la parole, il dit toujours qu'il s'agit d'une activité saisonnière, qu'ils ne sont là que pour une courte période. Il ne croit pas que l'Alberta veuille des pompiers permanents. Cela donne vraiment l'impression qu'aux yeux du gouvernement, ils sont un groupe d'étudiants dont on peut se passer, qui arrivent, combattent les incendies et s'en vont », affirme James Gault.

Il explique qu'une autre revendication importante est que les pompiers doivent également bénéficier d'un congé de maladie rémunéré.

« Les ministres du gouvernement parlent du fait que les pompiers ont beaucoup de travail ou d'heures pendant la saison. Les pompiers font beaucoup d'heures supplémentaires. C'est ainsi qu'on gagne de l'argent. Lorsqu'ils tombent malades, ils ne bénéficient d'aucune prestation de base. Ils dorment toujours dans la tente, dans le camp, là où se trouve le feu, mais ils ne sont pas en mesure de travailler. Ils ne peuvent donc même pas accumuler ces heures, ce qui les oblige à se lever. Je veux dire que vos collègues combattent le feu tous les jours et que vous êtes dans la tente, ne vous sentant pas bien. Vous n'êtes pas payé pour cette journée. Vous ne recevez pas les heures supplémentaires dont vous aurez besoin à la fin de la saison, alors ils se sentent obligés d'aller travailler et c'est alors que les gens tombent malades dans le camp. Et ce n'est pas la faute des pompiers. C'est la faute du gouvernement qui n'offre pas un environnement dans lequel ils peuvent bénéficier d'avantages. Ils sont prêts à combattre les incendies. Ils veulent simplement être respectés par le gouvernement. »

James Gault a également parlé de la pratique consistant à avoir une petite équipe saisonnière et à faire appel à des pompiers de tout le Canada et du monde entier.

« Le gouvernement a accepté d'injecter 55 millions de dollars supplémentaires au cours des trois prochaines années. Mais il autorise un fonds de prévoyance de 2 milliards de dollars. Ils utilisent ce fonds de réserve une fois que les incendies sont hors de contrôle afin de pouvoir faire venir d'autres personnes du monde entier. Il faut trois à cinq jours pour faire venir une équipe.

« Lorsque le ministre Loewen a été interrogé sur ces questions, il a répondu que les gens pouvaient

simplement venir ici pour lutter contre les incendies. Ce gouvernement manque de considération pour les travailleurs du secteur public, et je ne veux pas m'écarter du sujet, mais même le ministre des Finances Horner a récemment déclaré qu'il pensait que les fonctionnaires ne méritaient pas plus de 7,5 % sur quatre ans. Ils disent à ceux qui servent les Albertains qu'ils n'en valent tout simplement pas la peine.

« Le ministre des Forêts a déclaré qu'il allait ouvrir des tours d'observation. Je pense qu'il y en aura une vingtaine. Mais il n'ouvrira ces tours que lorsqu'il y aura un incendie ou un avis de risque d'incendie, et non pas à l'avance, ce qui s'est avéré critique dans le passé. En ce qui concerne le programme de rappel, ils ont dit non, on le leur a demandé carrément, ils ont dit non. Ils pourraient les obtenir de la Colombie-Britannique, mais ils oublient que tout ce pays est une poudrière pour les incendies de forêt, et que la Colombie-Britannique a leurs propres incendies en ce moment. » Dans le cadre du programme de rappel, les pompiers descendent en rappel d'hélicoptères directement dans les zones reculées de la province pour lutter contre les incendies.

En conclusion, le vice-président de l'AUPE souligne l'importance de la santé et de la sécurité, ainsi que de la santé mentale des travailleurs : « Ils ont besoin de savoir que les Albertains les soutiennent. Certains d'entre eux sont assez jeunes. Nous accueillons des étudiants d'université, qui sont loin de chez eux, avec tout ce que cela implique. Mais ils ont besoin de savoir que les Albertains les soutiennent. Ils n'ont pas besoin que quelqu'un comme le ministre dise qu'ils apprécient le service public, mais qu'ils ne voient pas les employés financés par l'État bénéficier du même type de règlement que dans d'autres régions du Canada. Ce sont de jeunes gens qui luttent contre les incendies pour nous protéger. Nous devons être très, très conscients de l'importance du travail qu'ils accomplissent. »



---

### **Criminalisation du droit de parole et de conscience**

## **D'autres mesures administratives au Québec pour criminaliser la participation des citoyens à la vie politique**

– Geneviève Royer –

Le gouvernement du Québec prend les mesures les plus ridicules pour criminaliser la dissidence au nom de la défense de la démocratie. Le 10 avril, Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales, a déposé le projet de loi 57, *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal.*

Le projet de loi donnerait à la police politique du Québec le pouvoir de sévir contre des citoyens et résidents qui manifestent devant les bureaux des députés fédéraux ou provinciaux ou d'élus municipaux, ou qui envoient des lettres, lancent des pétitions ou écrivent à leur sujet, de telles actions étant considérées comme des atteintes aux valeurs canadiennes et québécoises et aux intérêts de l'État. Il s'agit d'une extension des plus



flagrantes des pouvoirs dictatoriaux contre la liberté d'expression et le droit du peuple d'agir pour défendre ses droits et ceux de tous.

Lors de son dépôt, la ministre a déclaré : « Cette loi prévoit la possibilité pour un élu municipal ou un député de l'Assemblée nationale qui, du fait qu'il est un élu, fait l'objet de propos ou de gestes qui entravent indûment l'exercice de ses fonctions ou portent atteinte à son droit à la vie privée de demander à la Cour supérieure de prononcer une injonction pour mettre fin à cette situation. »

Le premier article du projet de loi stipule :

« La présente loi vise à valoriser le rôle des élus, à encourager les candidatures aux élections et à contribuer à la rétention des élus en favorisant l'exercice sans entraves des fonctions électives au sein des institutions démocratiques québécoises, notamment l'exercice de telles fonctions à l'abri des menaces, du harcèlement et de l'intimidation. »

Une demande d'intervention « est instruite et jugée d'urgence ». Le projet de loi stipule qu'en ce qui concerne les députés, la Cour peut notamment ordonner à une personne :

- « 1. de ne pas se trouver dans le bureau de circonscription du député;
- « 2. de ne pas se trouver dans les bureaux du cabinet ministériel d'un membre du Conseil exécutif;
- « 3. de cesser de communiquer avec le député;
- « 4. de cesser de diffuser dans l'espace public des propos visés au premier alinéa. »

Pour les élus municipaux, la Cour peut notamment ordonner à une personne :

- « 1. de ne pas se présenter aux séances de tout conseil d'un organisme municipal auquel siège l'élu municipal;
- « 2. de ne pas se trouver dans les bureaux de tout organisme municipal visé au paragraphe 1 sans y avoir été autorisée par le conseil de cet organisme;
- « 3. de cesser de communiquer avec l'élu municipal;
- « 4. de cesser de diffuser dans l'espace public des propos visés au premier alinéa. »

Les recours prévus peuvent mener à une amende allant de 500 \$ à 1 500 \$ pour « quiconque entrave l'exercice des fonctions d'un tel élu en le menaçant, en l'intimidant ou en le harcelant de façon à lui faire craindre raisonnablement pour son intégrité ou sa sécurité. Elle rend aussi passible d'une amende quiconque cause du désordre de manière à troubler le déroulement d'une séance du conseil municipal d'un organisme municipal. »

Au niveau municipal, le ministre responsable des Affaires municipales aura le pouvoir de reporter ou de suspendre une élection lorsque la sécurité des personnes ou des biens est menacée ou lorsqu'un événement imprévisible entrave sérieusement le bon déroulement de cette élection. Il a le pouvoir d'exiger l'adoption obligatoire aux régies intermunicipales d'un code d'éthique et de déontologie pour leurs employés et d'obliger toute municipalité ou toute communauté métropolitaine à adopter des normes concernant le maintien de l'ordre, le respect et la civilité durant les séances du conseil.

Dans un communiqué publié le 12 avril, Marie-Claude Nichols, députée indépendante de Vaudreuil, note : « Ce projet de loi attendu est une solution expéditive à un problème complexe, puisqu'il a été déposé sans avoir au préalable procédé à un véritable recensement des sources du problème et sans consultation des acteurs concernés, ce qui est un non-sens pour la députée. » Elle ajoute : « Dans certaines municipalités, le problème se traduit par de l'incivilité de la part des citoyennes et citoyens, dans d'autres, il s'agit d'un climat toxique à la table du conseil, et pour certaines villes, la tension se situe entre la direction générale et les élus. » « Bref, dit-elle, les sources sont variées et les mesures proposées n'y répondent pas directement. Ayant moi-même été mairesse et préfète, je ne saisis pas où veut aller Andrée Laforest avec le PL 57. »

Selon l'expérience de personnes du milieu municipal, l'intimidation se fait la plupart du temps par d'autres élus ou par une clique d'individus contre un élu. Par exemple, lors de rencontres virtuelles, des élus ferment carrément leur écran pour ne pas entendre un certain élu quand il prend la parole.

Le projet de loi 57 ne s'attaque en rien au fait que la corruption continue d'être un problème au niveau municipal. En 2011, la Commission Charbonneau a été créée pour enquêter la corruption à tous les niveaux de gouvernement et l'Unité permanente anticorruption (UPAC) a été créée. Selon le responsable de la prévention de l'UPAC, la corruption parmi les élus est plus cachée et les intrigues impliquent moins d'acteurs qu'auparavant. Autrement dit, le pouvoir est de plus en plus concentré dans les mains de quelques-uns.

« Ce n'est plus visible. Comme pour tout type de crime organisé, les gens s'adaptent. [...] Aujourd'hui, c'est plus caché, avec un nombre moindre de participants », explique le responsable de l'UPAC. « On n'observe plus, par exemple, de vastes réseaux comme celui de l'ancien maire de Laval Gilles Vaillancourt, qui impliquait des dizaines d'entreprises et pour lequel 37 personnes ont été arrêtées en 2013. »

Les malversations du maire de la Ville de Laval et de ses associés se sont étendues à la vente de terrains, au déneigement et aux services professionnels d'architectes paysagistes. Les pratiques d'intimidation faisaient partie des méthodes utilisées pour atteindre leurs objectifs.

Au lieu de s'en prendre à eux, les municipalités ont pris des mesures visant à restreindre le droit d'intervention des citoyens. En janvier, la Municipalité de Sainte-Pétronille, sur l'Île d'Orléans, a envoyé une mise en demeure à 97 citoyens qui ont signé une pétition réclamant des éclaircissements sur l'embauche du nouveau directeur général, qui aurait été congédié par son ex-employeur pour des raisons dérogatoires. Le conseil municipal de la Ville de Rimouski, lors de sa séance du 8 avril, a adopté à l'unanimité un règlement permettant d'augmenter le montant des amendes infligées aux citoyens qui perturbent le déroulement des séances publiques. Par ailleurs, les travailleurs sont déjà venus massivement aux séances municipales pour contester les décisions et faire entendre leur voix.

Selon le projet de loi 57, c'est la voix des citoyens et des résidents qui est clairement visée.

Les tentatives de protéger les élus en criminalisant la dissidence ne protégeront ni les élus ni les citoyens qui souhaitent faire entendre leur voix sur les questions qui les concernent. Le problème avec l'inclusion dans le projet de loi d'interdictions de toutes sortes qui sont appliquées aux individus et aux organisations par le pouvoir exécutif est précisément que les gens sont exclus et ne sont même pas consultés sur ce qu'ils pensent être la cause du problème et quelles solutions peuvent être apportées. Ce n'est qu'en modernisant les processus sur la base desquels les décisions sont prises à tous les niveaux que ces problèmes pourront être résolus.

Ce projet de loi est une mesure désespérée qui sera non seulement appliquée aux dissidents au niveau des conseils municipaux où se déroule effectivement une grande partie de la corruption, mais elle sera poursuivie pour criminaliser toute dissidence à tous les niveaux au Québec.

Les problèmes doivent être résolus par des discussions où chaque point de vue est entendu et pris en compte, et non par le recours à la violence et aux menaces. À maintes reprises, les Québécois ont dû faire échec aux injonctions, amendes et autres mesures de criminalisation prises contre leur droit de parler et d'agir pour défendre leurs droits et ceux de tous. Aujourd'hui, au nom de l'élimination de l'intimidation, de la haine, de l'extrémisme et autres, la même chose se produit à nouveau. Même si la loi est adoptée, les tentatives visant à faire taire le peuple ne seront pas adoptées.



# L'interdiction du keffieh à l'Assemblée législative de l'Ontario ne fera pas taire la voix de la résistance palestinienne au Canada

– Philip Fernandez –



Piquetage devant le bureau de circonscription du premier ministre Ford contre l'interdiction du keffieh, 26 avril 2024

Au début du mois d'avril, le personnel de sécurité de l'assemblée législative de l'Ontario a commencé à approcher le personnel et les visiteurs pour leur demander d'enlever le keffieh qu'ils portaient s'ils avaient l'intention d'entrer dans le bâtiment législatif. Le 12 avril, Marit Stiles, cheffe du parti d'opposition néodémocrate, a envoyé une lettre au président de la Chambre pour lui demander pourquoi le personnel de sécurité empêchait les employés, y compris ceux de son parti, et les visiteurs de porter le keffieh. Il s'agit selon elle d'un symbole qui a une signification culturelle importante pour les Palestiniens, les Arabes et d'autres, pas différent du kilt porté par les Écossais, qui est pourtant autorisé parlement ontarien.

Le président de l'assemblée Ted Arnott a répondu par écrit le 16 avril. « Après des recherches approfondies », écrit-il, « j'ai conclu que le port du keffieh à l'assemblée législative à l'heure actuelle est clairement une déclaration politique » et que, bien qu'il soit « de tout coeur » d'accord pour dire que l'assemblée législative doit être un lieu accueillant pour tous les résidents de l'Ontario, c'est par souci de créer un « environnement accueillant » qu'il a voulu interdire le keffieh. Il écrit également que si l'assemblée législative votait à l'unanimité contre l'interdiction du keffieh, il se rallierait à cette décision. Le 18 avril, Marit Stiles a présenté une motion demandant le retrait de l'interdiction, mais n'a pas obtenu le vote unanime nécessaire.

Le président de l'assemblée a également déclaré par la suite que sa décision d'interdire le keffieh n'était pas « gravée dans le marbre » et que si d'autres députés souhaitaient présenter des motions pour s'opposer à l'interdiction, ils étaient libres de le faire.



Pour sa part, le premier ministre pro-sioniste Doug Ford a déclaré qu'il s'opposait à l'interdiction parce qu'elle « divise inutilement ». La cheffe du Parti libéral, l'ancienne mairesse de Mississauga Bonnie Crombie, s'est également rangée du côté de Marit Stiles et s'est prononcée contre l'interdiction. Mais le vote n'a pas été unanime et n'a donc pas amené le président à changer sa décision.

Tout ceci n'est que de la démagogie spontanée où chacun, encouragé par les médias monopolisés, se présente comme le champion de la liberté d'expression. N'oublions pas que ce sont les chefs des partis politiques de l'Assemblée législative de l'Ontario qui se sont unis pour criminaliser et attaquer la députée néodémocrate de Hamilton, Sara Jama, lorsqu'elle a exprimé publiquement son soutien à la cause du peuple palestinien et s'est opposée au génocide qu'Israël commet contre la population de Gaza. La cheffe du NPD a même écarté Sara Jama du caucus.

Le premier ministre Ford, qui semblait si préoccupé par les « divisions inutiles » que l'interdiction du keffieh provoquerait au sein de la population de l'Ontario, a fièrement proclamé en octobre 2020 que son gouvernement adoptait la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), un groupe de quelque 35 pays, dont le Canada, qui considère toute critique d'Israël comme de l'antisémitisme. À l'époque, le gouvernement Ford avait déclaré : « Nous sommes aux côtés de la communauté juive de l'Ontario pour défendre ses droits et ses libertés fondamentales, comme nous l'avons toujours fait et comme nous le ferons toujours. »

La position officielle de l'État canadien, depuis la création de l'État d'Israël jusqu'à aujourd'hui, est d'appuyer les sionistes qui ont assassiné et déplacé les Palestiniens et de saper leur résistance par tous les moyens. Depuis le 7 octobre, date à laquelle les sionistes ont commencé leur génocide contre les Palestiniens à Gaza et dans les territoires occupés, l'État canadien soutient le régime sioniste en Israël en lui envoyant de l'argent et des armes.

En même temps, alors que de plus en plus de personnes au Canada et dans le monde se rallient aux Palestiniens assiégés et soutiennent la résistance palestinienne, l'État canadien a de plus en plus recours à la violence et à la terreur pour les réduire au silence. La décision unilatérale du président du parlement de l'Ontario, Ted Arnott, dont le rôle est de maintenir l'ordre et de faciliter les travaux de la Chambre, d'interdire le keffieh, fait partie de la campagne visant à faire taire le soutien croissant aux Palestiniens et s'inscrit dans le soutien total de l'État canadien au génocide américano-israélien. Non seulement le Canada a-t-il financé et envoyé des armes à Israël, mais il a également suspendu son financement à l'UNRWA.

Ici au Canada, la violence et l'intimidation d'État prennent de l'ampleur. Des travailleurs, des universitaires, des étudiants et d'autres personnes ont été suspendus et sanctionnés pour avoir dénoncé le génocide américano-sioniste. Par exemple, l'automne dernier, Wanda Nanibush, l'une des deux seules conservatrices autochtones du Musée des beaux-arts de l'Ontario, a été licenciée pour avoir publié sur sa page Facebook un message de soutien aux Palestiniens. L'autre conservatrice autochtone a démissionné en signe de protestation.

En raison de l'absence de consentement unanime, la députée provinciale de Hamilton, Sara Jama, qui siège actuellement comme députée indépendante, a fait remarquer : « Le port du keffieh est désormais interdit à Queen's Park, non seulement dans cette chambre, mais aussi dans le bâtiment lui-même. Ce n'est pas surprenant, mais néanmoins préoccupant, dans un pays où le colonialisme est toujours présent. Il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans l'histoire du Canada pour voir comment les pouvoirs publics ont utilisé la suppression des vêtements, de la langue, des cérémonies et des croyances culturelles autochtones comme outils de génocide. Alors que le génocide israélien se poursuit à Gaza et en Cisjordanie, nous assistons à des tentatives de diaboliser et de réprimer tous les aspects de l'identité palestinienne ici en Ontario. Les étudiants sont réprimandés pour avoir porté le keffieh à l'école, les groupes sionistes racistes continuent d'assimiler l'identité palestinienne

au terrorisme avec peu ou pas de recul de la part des personnes au pouvoir, ceux qui s'expriment en solidarité sont calomniés et réduits au silence, tandis que la violence policière s'intensifie pour réprimer les personnes qui utilisent leur voix pour exiger la paix. »

Le 23 avril, la cheffe du NPD a de nouveau présenté une motion visant à annuler l'interdiction. Plusieurs députés conservateurs s'y sont opposés, ce qui signifie que la motion n'a pas obtenu le consentement unanime. Le 25 avril, Sara Jama, qui portait le keffieh à l'Assemblée législative pour défier l'interdiction, a reçu l'ordre du président de quitter la chambre. Il lui a dit : « Sarah Jama, vous êtes nommée. Vous devez quitter la chambre. [...] En raison de cette nomination, le membre, pour le reste de la journée, n'a pas le droit de voter sur les questions dont l'assemblée est saisie... » Sarah Jama a refusé de quitter et le greffier n'a pas tenté de l'expulser de force.

La cause du peuple palestinien est juste et aucun acte d'intimidation ou de terreur de la part de l'État ne détournera le mouvement qui grandit au Canada en soutien au peuple palestinien jusqu'à ce que la Palestine soit libre, du fleuve à la mer.



---

## **La lutte pour la justice sociale se poursuit sans relâche**

### **Manifestation à Gatineau durant le Sommet sur l'itinérance**

Le 17 avril, lors du Sommet sur l'itinérance à Gatineau, à la Maison du Citoyen, les personnes en situation d'itinérance ont tenu un rassemblement. L'événement a été organisé par le Collectif régional de l'Outaouais contre l'itinérance, et un porte-parole du Collectif a souligné que ceux qui sont directement impliqués, qui travaillent dans la rue et qui savent ce qui se passe devraient être entendus.

Les organisateurs ont donné à plusieurs personnes qui vivent ou ont vécu dans l'itinérance l'occasion de parler de leur expérience et chacune a expliqué comment n'importe qui peut se retrouver dans la rue à cause d'un incendie, de loyers qui grimpent en flèche ou d'un manque de logements abordables. Une femme a expliqué qu'elle était sans abri et qu'un refuge pour femmes l'avait accueillie, ce qui montrait l'importance de ces organismes communautaires dans la vie des gens et la façon dont elles devraient être financées.

Une autre femme qui vit dans le campement de l'aréna Robert-Guertin, un campement qui est menacé d'être démantelé, a déclaré : « Ils veulent se débarrasser de nous et nous séparer, en espérant que nous garderons la bouche fermée. Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur ce qui nous concerne tous. Nous ne sommes pas consultés et nous sommes informés à la dernière minute. Nous ne savons pas ce qu'il adviendra de nos caravanes. Nous devons tout recommencer. Quand allons-nous, en tant que citoyens vulnérables, être écoutés comme il se doit ? Nous sommes des citoyens, des hommes et des femmes vivants, et tout ce que nous voulons, c'est participer à la recherche de solutions aux problèmes qui nous préoccupent. »



Tel est le message exprimé par tous celles et ceux qui sont intervenus : être traités avec dignité, comme des êtres humains et comme membres à part entière de la société. Après avoir raconté leur histoire, tout le monde a crié : « Mettez fin à l'itinérance ! Nous voulons des solutions ! »



---

## Les Haligoniens réclament le droit au logement lors de la remise des prix Juno

– *Correspondant jeunesse du LML* –

Le 24 mars, une manifestation sur le thème du manque de logements sûrs et abordables a eu lieu devant le Light House Art Centre à Halifax, lieu de la remise des prix Juno de cette année. Des sans-abri ont déclaré qu'ils avaient été expulsés avant la cérémonie pour « nettoyer » Halifax. Selon la CBC, il y a plus de 1 200 sans-abri dans la ville, avec quatre « emplacements de tentes » désignés, qui ont tous dépassé leur capacité d'accueil. Les autres campements, qualifiés d'« illégaux », ont été fermés et détruits par la police.

Tout cela dans le contexte d'une cérémonie de remise de prix prestigieuse montre le contraste frappant entre les intérêts des citoyens et des résidents d'une part, et la classe dirigeante au pouvoir d'autre part. Ça suffit ! Le droit au logement appartient aux personnes du fait de leur humanité et doit être garanti !



Les manifestants ont tenu bon aux côtés de ceux qui manifestaient au même endroit pour soutenir la cause du peuple palestinien héroïque. Les organisateurs ont établi des liens entre les deux causes, qui constituent toutes deux une seule et même humanité dans leur lutte pour les droits de toutes et de tous.



---

## Les organismes de défense des droits réclament un plan national pour les demandeurs d'asile

– *Diane Johnston* –

Le 4 avril, le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) et certains de ses organismes membres ont tenu une conférence de presse à Ottawa pour demander au gouvernement fédéral de créer un plan national pour répondre au nombre croissant de demandeurs d'asile. Ont participé à la conférence Gauri Sreenivasan, co-directrice exécutive du CCR, et Jenny Jeanes, vice-présidente du CCR, Allan Reesor McDowell, directeur exécutif de Matthew House Ottawa, et Loly Rico, fondatrice du FCJ Refugee Centre de Toronto. Ils ont demandé au gouvernement Trudeau de « créer un plan national pour répondre au nombre croissant de demandeurs d'asile et garantir le droit d'asile ».

« Les demandeurs du statut de réfugié ont souvent survécu à des voyages périlleux pour chercher refuge ici, et la grande majorité, près de trois sur quatre l'année dernière, se révèlent être des réfugiés ayant besoin de protection », a souligné Gauri Sreenivasan. « Cependant, il n'existe aucun système pour traiter les demandeurs qui arrivent [...]. Au lieu de cela, nous assistons à un faux récit véhiculé par les dirigeants politiques qui qualifient injustement les demandeurs d'asile de crise, et à une approche qui se concentre soit sur des tentatives futiles et dangereuses pour empêcher les réfugiés de chercher refuge ici, soit sur des réponses d'urgence coûteuses à court terme qui ne peuvent servir ni le public ni les réfugiés. Beaucoup trop de demandeurs se retrouvent sans abri ou transportés en bus vers des hôtels isolés, perdus dans un système confus, sans soutien ni conseiller juridique », a déclaré la représentante du CCR.

Gauri Sreenivasan a déclaré qu'elle et ses collègues « savent de première main » qu'avec certains ajustements clés de l'infrastructure déjà en place, nous pouvons réorienter les dépenses inutiles » et nous pouvons « reproduire ce que nous savons fonctionner, afin que ceux qui fuient la persécution soient traités équitablement et puissent vivre et contribuer à notre pays en toute sécurité. » Elle a ajouté : « Cela nécessite la contribution des gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux et de la société civile. »

Les intervenants ont ensuite délimité les cinq domaines clés suivants qui nécessitent une action :

1. Établir des centres d'accueil dans les villes comptant un grand nombre de demandeurs d'asile pour orienter les arrivées et coordonner les services en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux et la société civile.

Allan Reesor McDowell a recommandé que le gouvernement fédéral établisse des centres d'accueil pour fournir un hébergement d'urgence, un service de triage, des services d'orientation et d'aiguillage pour les demandeurs d'asile nouvellement arrivés dans les grandes villes du pays » afin de les aider « à suivre et à rester sur la bonne voie dans leur processus de demande et d'établissement ». Un tel centre de coordination, a-t-il déclaré, « peut également jouer un rôle essentiel en garantissant que les services sont appropriés et complémentaires, entraînant de meilleurs résultats [...] avec des économies importantes pour les gouvernements ».

2. Fournir un financement fédéral soutenu pour les logements de transition et de courte durée pour les demandeurs d'asile, en élargissant les expériences réussies de la société civile, de la diaspora et des groupes communautaires, afin de compléter les efforts provinciaux et municipaux.

Le professeur McDowell a recommandé « l'expansion des modèles efficace existants qui viendront compléter les centres d'accueil ». « Au cours des trois dernières décennies », a expliqué Alan Reesor McDowell, « la société civile a, de sa propre initiative, développé un réseau d'au moins 35 organismes à travers le pays qui offrent des logements de transition et à court terme aux demandeurs du statut de réfugié. Les premières conclusions indiquent que ces programmes fonctionnent à une fraction du coût des hôtels ou des refuges pour sans-abri. » Ces programmes, a-t-il ajouté, « fournissent généralement de la nourriture, des contacts avec un avocat, de l'aide pour obtenir un permis de travail et trouver un emploi » ainsi qu'un « un soutien communautaire essentiel au bien-être et à la santé mentale. Les résidents reçoivent également de l'aide pour obtenir un logement à plus long terme, ce qui entraîne des séjours plus courts dans des logements de transition et allège les pressions sur les refuges d'urgence et les services connexes. »

3. Rendre les demandeurs d'asile admissibles aux services de soutien déjà offerts à tous les autres nouveaux arrivants dans le cadre du Programme d'établissement géré par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

Loly Rico a fait remarquer que des services de soutien étaient offerts aux Ukrainiens au Canada pour les aider à « commencer à s'intégrer dans la société canadienne ». Comme la grande majorité

des demandeurs du statut de réfugié deviennent de futurs Canadiens, elle a demandé que les mêmes services soient offerts aux demandeurs du statut de réfugié « afin qu'ils puissent avoir une vie digne au début, lorsqu'ils arrivent au Canada ».

4. Veiller à ce que les demandeurs d'asile aient accès à l'aide juridique adéquate partout au pays avec un financement pluriannuel.

Jenny Jeanes a souligné qu'« une représentation juridique efficace est essentielle pour une détermination juste et efficace du statut de réfugié et pour la coordination de tous ces systèmes ».

« À l'heure actuelle, a-t-elle expliqué, il y a une grave pénurie d'aide juridique partout au pays, et dans les provinces où elle existe, elle est sous-financée et de nombreuses personnes n'ont pas accès à une représentation juridique efficace. Afin de garantir que les gens puissent présenter rapidement et correctement leur demande d'asile et avoir accès à une audience équitable et à une détermination équitable du statut de réfugié, il est essentiel qu'ils soient représentés par un avocat. »

« Nous demandons au gouvernement fédéral de veiller à ce que le financement de l'aide juridique soit pluriannuel, stable, prévisible et lié au nombre de demandes et qu'il reflète le coût actuel de la détermination du statut de réfugié. Dans les provinces où il n'y a pas de système provincial d'aide juridique, il y a des modèles sur lesquels on peut s'appuyer. »

5. Rationaliser l'étape initiale du processus de demande et éliminer l'arriéré dans le processus de détermination subséquent au moyen de rajustements mineurs mais importants.

Jenny Jeanes a déclaré que le traitement initial des demandes d'asile était « trop complexe » et que, s'il était simplifié, « cela permettrait aux gens d'accéder plus facilement au système de demande et à la paperasse dont ils ont besoin pour répondre à leurs besoins fondamentaux ».

En réponse à une question sur le coût d'un tel plan national, le révérend McDowell a fait remarquer que l'estimation de son organisation d'environ 35 \$ par jour pour fournir un lit, de la nourriture et tous les soutiens et/ou références nécessaires, y compris les avocats et les soutiens à l'emploi, « est une fraction du coût par rapport à ce qui est dépensé dans les refuges d'urgence, les refuges à débordement, les hôtels et les résultats sont meilleurs ». « Et comme je l'ai mentionné, il y a 35 organisations comme la nôtre qui font cela, alors je pense que se concentrer sur l'expansion, reproduire ces programmes efficaces et s'appuyer sur cette expertise est une excellente étape suivante. »

Gauri Sreenivasan a ajouté : « L'autre point concerne la prévisibilité à long terme. Donc, lorsque les mesures d'urgence ne sont pas seulement coûteuses par défaut, parce qu'elles sont planifiées soudainement dans un contexte où vous pouvez avoir cet argent et qu'il sera épuisé, [...] elles empêchent les municipalités et les partenaires de la société civile de planifier à plus long terme. [...] Donc, l'autre façon dont nous savons que ce sera rentable, c'est en créant un financement prévisible. Nous pouvons simplement créer l'infrastructure qui permettra d'offrir des services adéquats et d'absorber ces demandeurs et leurs besoins, ce qui allégera la pression sur les refuges pour sans-abri. »

Selon Jenny Jeanes, même si les nouveaux programmes « semblent entraîner de nouveaux coûts », « bon nombre de nos membres voient des demandeurs à l'échelle du pays qui languissent pendant des mois dans des hôtels en raison d'un manque de service, alors que nous, nos membres, sur le terrain, avons l'habitude de faire face, jour après jour, à des problèmes comme un permis de travail égaré, un problème avec un examen médical, des choses qui peuvent aider les gens à se remettre sur pied rapidement, à quitter les hôtels, à trouver un emploi et à commencer leur vie dans la communauté. »

« D'autre part, a-t-elle poursuivi, nous refusons l'accès aux services de base aux demandeurs

pendant un an ou deux, parfois plus, qu'ils attendent la décision finale », ce qui « signifie qu'ils n'ont pas un bon départ dans la vie au Canada, alors que la plupart d'entre eux deviendront des résidents permanents et des citoyens canadiens. Nous ne donnons pas non plus un bon départ à leurs enfants en les privant de services. »

Selon Loly Rico, les trois niveaux de gouvernement devraient « s'asseoir avec la société civile [...] parce que c'est nous qui, au bout du compte, les accueillons et leur fournissons les services. Si nous avons un bon plan, ils ne gaspilleront pas l'argent. »

En réponse à une question sur l'augmentation spectaculaire du nombre de demandeurs d'asile (50 %) entre 2022 et 2023, Gauri Sreenivasan a répondu que ce sont des chiffres que le pays est en mesure d'absorber et de traiter équitablement. Même à leur apogée l'an dernier, a-t-elle noté, cela représentait « un sixième du nombre de travailleurs temporaires que nous avons dans le pays et nous savons que la principale raison pour laquelle cela peut sembler écrasant est qu'il n'y a pas de plan ». Cela « donne l'impression que le volume est trop élevé », mais nous savons très bien que « nous possédons toutes les compétences et le savoir-faire nécessaires pour accueillir les demandeurs, les héberger, les aider à obtenir leur permis de travail et les aider à se préparer pour une vie réussie au Canada ».

Jenny Jeanes a de nouveau donné l'exemple des « Ukrainiens qui ont été accueillis en très grand nombre par le Canada, où un système a été mis en place très rapidement, des kiosques à l'aéroport, un financement d'urgence à l'arrivée, des organismes mandatés pour aider à trouver un logement et des permis de travail, avec un très grand nombre de personnes arrivant dans un très court laps de temps. Ainsi, avec une bonne coordination, cela peut fonctionner, même avec un grand nombre de personnes. »



---

## **Opposition à la forte hausse des frais de scolarité pour les étudiants internationaux et non québécois au postsecondaire**

**– Christine Dandenault –**



En octobre dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, Pascale Déry, et le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, ont annoncé l'intention du gouvernement Legault d'augmenter de façon significative les frais de scolarité payés par les étudiants non québécois et

internationaux inscrits dans les universités québécoises. Dans la déclaration initiale, il était prévu de faire passer les droits de scolarité annuels de 8 992 \$ à 17 000 \$ pour les étudiants non québécois et à 20 000 \$ pour les étudiants internationaux.

Le communiqué de presse du 13 octobre du gouvernement du Québec annonçant les nouvelles mesures stipule ce qui suit :

« À partir de l'automne 2024, un tarif plancher sera établi pour tous les étudiants non québécois inscrits au 1er cycle et au 2e cycle professionnel. Les étudiants canadiens non-résidents du Québec (CNRQ) devront payer un tarif équivalent à ce que coûte leur formation au gouvernement du Québec, alors que le tarif établi pour les étudiants internationaux sera plus élevé.

« De plus, le ministère de l'Enseignement supérieur va récupérer un montant forfaitaire pour chaque étudiant non québécois. Les établissements universitaires conserveront le droit de facturer un montant discrétionnaire additionnel selon leur stratégie et leurs priorités de recrutement à l'étranger. »

Le « montant discrétionnaire additionnel » qu'une université québécoise de langue anglaise comme McGill facture annuellement aux étudiants non québécois s'élève déjà à près de 12 000 \$ par an (année universitaire 2023-24) pour un programme de baccalauréat en arts et en sciences et atteint 21 000 \$ par an pour les étudiants de première année des programmes de médecine dentaire et de doctorat en médecine.

La logique du premier ministre Legault pour justifier l'augmentation annuelle des frais de scolarité était de dire que les étudiants québécois qui étudient dans des universités canadiennes à l'extérieur du Québec paient déjà des frais de scolarité plus élevés et que « ce n'est pas équitable » pour eux si le gouvernement du Québec n'applique pas les mêmes mesures antisociales aux étudiants non québécois.

Face au tollé suscité par cette mesure au sein des associations étudiantes et des administrations universitaires qui comptent sur l'inscription d'étudiants non québécois pour joindre les deux bouts, le gouvernement Legault a publié en décembre dernier une déclaration annonçant que les frais de scolarité annuels pour les étudiants non québécois seraient fixés à 12 000 dollars. Les frais de scolarité annuels de base pour les étudiants internationaux augmenteront à 20 000 \$, et le gouvernement percevra 3 000 \$ en frais qui seront, selon ses propres termes, « réinvestis dans les universités québécoises » pour soi-disant « corriger le déséquilibre financier qui existe entre les réseaux francophone et anglophone », un autre stratagème utilisé par le gouvernement Legault pour diviser et régner en se servant des concurrences historiques entre les universités au Québec.



Dans une lettre ouverte datée du 25 octobre et publiée dans *La Presse*, les recteurs des trois plus importantes universités francophones du Québec, l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke, ainsi que les directeurs des deux plus importantes écoles francophones de génie et de commerce du Québec, Polytechnique Montréal et HEC Montréal, remettent en question le bien-fondé de ces mesures qui affecteront les étudiants non québécois et les étudiants internationaux. Les recteurs rappellent d'abord que « ni l'une ni l'autre de ces mesures n'a fait l'objet de consultations préalables auprès des universités québécoises. » Ils poursuivent en disant : « Par ailleurs, certains commentaires malencontreux ont teinté l'annonce de ces mesures. Les étudiants issus de l'extérieur du Québec ont été présentés tour à tour comme des variables budgétaires, des menaces à l'essor du français, des pique-assiette ou des vaches à lait. Il faut plutôt les voir comme des acteurs qui contribuent, comme les étudiants et étudiantes du Québec, à l'excellence, à la qualité, à la diversité et à la pertinence de nos établissements. Les universités partout dans le monde reconnaissent l'apport exceptionnel des personnes venues de l'extérieur de leurs frontières [1]. »

L'Université Bishop's, située près de Sherbrooke, a été partiellement exemptée de la hausse des frais de scolarité pour les étudiants non québécois. Le gouvernement du Québec permettra à 825 étudiants de payer l'ancien tarif, tandis que les autres paieront les nouveaux frais de scolarité. L'une des raisons, selon Sébastien Lebel-Grenier, principal et vice-chancelier de l'Université Bishop, est que « les dirigeants municipaux francophones des Cantons de l'Est » ont « demandé au gouvernement provincial de leur accorder cette exemption ».

L'Association étudiante de l'Université McGill, l'Association étudiante de Concordia et le Conseil représentatif des étudiants de l'Université Bishop's ont organisé des manifestations l'automne dernier qui ont conduit à une grève de deux jours au cours de laquelle plus de 11 000 étudiants ont débrayé les 31 janvier et 2 février. En octobre dernier, une pétition en ligne publiée sur le site de l'Assemblée nationale du Québec a exigé que le gouvernement du Québec annule la proposition d'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants internationaux et non québécois. En l'espace d'un mois, la pétition avait recueilli plus de 33 000 signatures, de loin la pétition qui a recueilli le plus grand nombre de signatures en 2023 [2].

### **Exigences en matière de langue française pour les étudiants internationaux et non québécois**

Les trois universités anglophones du Québec – McGill, Concordia et Bishop's – seront durement touchées par ces mesures, car elles accueillent un nombre important d'étudiants non québécois et internationaux (environ 32 000).

Dans le cadre des nouvelles mesures du gouvernement Legault visant à réajuster les frais de scolarité annuels de 17 000 \$ à 11 000 \$, les trois universités anglophones du Québec – McGill, Concordia et Bishop's – devront s'assurer que 80 % de leurs étudiants internationaux et de l'extérieur du Québec apprennent le français. Ces étudiants devront faire preuve d'une compétence orale de niveau 5 – essentiellement la capacité de tenir une conversation – à la fin de leurs études de premier cycle. L'obligation d'apprendre le français entrera en vigueur pour les nouveaux étudiants à partir de l'année universitaire 2025-26.

Pour justifier une telle mesure, le premier ministre Legault a fait valoir que les étudiants de l'extérieur du Québec qui viennent étudier dans les universités McGill et Concordia constituent une menace pour la langue française à Montréal. Le 16 octobre, il a déclaré « quand je regarde le nombre d'étudiants anglophones au Québec, ça menace la survie du français ». Il a avancé l'argument absurde que si l'on se promène dans le quartier des universités McGill ou Concordia, on n'entend que des gens parler en anglais, son message sous-jacent étant que les étudiants non québécois contribuent au déclin du français à Montréal.

## **Attaques des gouvernements contre les étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement postsecondaire au Québec et au Canada**

En décembre 2022, 58 675 étudiants internationaux fréquentaient les universités québécoises, soit 10 000 de plus que l'année précédente, où ils représentaient 14 % de l'ensemble des étudiants. En outre, 19 460 étudiants internationaux fréquentent des collèges publics et privés. Environ 24 % des étudiants de l'Université Concordia sont internationaux; à l'Université McGill, ce chiffre dépasse les 30 %.

Les universités francophones du Québec comptent également un nombre très important d'étudiants internationaux. Par exemple, 6 000 des 42 000 étudiants inscrits à l'Université de Montréal sont des étudiants internationaux. Les deux tiers des étudiants inscrits à l'Université de Montréal sont originaires de France et de Belgique et, en raison des accords de gouvernement à gouvernement en vigueur, paient les mêmes droits de scolarité que les étudiants québécois.

À l'Université de Montréal, les étudiants internationaux non couverts par ces accords doivent payer près de 30 000 dollars par an. Si certaines universités québécoises demandent un peu moins, d'autres, comme l'université McGill, demandent beaucoup plus – jusqu'à près de 70 000 dollars par an pour certains programmes de premier cycle. La question de la recherche de revenus supplémentaires est cruciale pour beaucoup de ces étudiants internationaux.

En raison des restrictions imposées par le gouvernement fédéral, les étudiants internationaux ne peuvent travailler que 20 heures par semaine. C'est souvent insuffisant pour permettre à un étudiant de joindre les deux bouts, de sorte que beaucoup sont contraints de travailler au noir, sans bénéficier d'une indemnisation en cas d'accident du travail.

L'exploitation des étudiants internationaux par le Canada est criminelle. Les parents de nombreux de ces étudiants se sont lourdement endettés pour qu'ils puissent faire des études au Canada dans l'espoir de gagner leur vie et d'aider leur famille restée au pays. Cependant, le Canada se sert d'eux comme d'une vache à lait, sans réglementer les loyers que les propriétaires peuvent exiger pour le logement ni garantir que les diplômes des institutions seront reconnus, etc. Bien que ces problèmes soient reconnus depuis des années, le gouvernement canadien préfère les ignorer ou, pire encore, encourager la création d'établissements privés et d'agences de recrutement peu scrupuleuses[3] [4].

Les agents engagés par les institutions postsecondaires pour recruter des étudiants internationaux ne valent pas mieux que les coyotes qui travaillent pour les cartels de la drogue et ceux du même acabit qui soutirent des dizaines de milliers de dollars à des personnes d'origine pauvre contraintes de vendre leurs maigres lopins de terre pour payer le prix des promesses de leur faire passer la frontière américaine.

Le Canada se dit préoccupé par le sort des femmes dans le monde entier, par leur éducation et leur bien-être, mais les faits et gestes démontrent le contraire. Pour le Canada, les êtres humains sont des objets que l'on utilise et que l'on jette. Le cas des étudiants non québécois et internationaux révèle simplement que les gouvernements sont prêts à tout pour soutirer de l'argent aux gens au pays et à l'étranger. Les établissements d'enseignement sont détruits à cause de la privatisation et de leur prise de contrôle par des intérêts privés qui ne prêtent aucune attention aux besoins du corps politique dans son ensemble, mais seulement à leurs plans pour gagner de l'argent à la vitesse requise pour avoir droit à l'aide gouvernementale. Pour avoir de l'argent à investir dans les soins de santé, l'éducation et les pensions, il faut changer la direction de l'économie.

### **Notes**

1. « Il faut mieux soutenir les universités d'ici », Lettre ouverte, *La Presse*, 25 octobre 2023

2. Pétition – Annulation de la hausse des frais de scolarité des étudiants provenant de l'extérieur du Québec, Assemblée nationale du Québec, 27 novembre 2023

3. Voir « L'univers obscur des agent(e)s de recrutement à l'international », Matthew Halliday, Affaires universitaires, 2 novembre 2022

4. Voir la vidéo « How recruiters in India use false promises to lure students to Canada – The Fifth Estate », CBC, 13 octobre 2022

(Avec des informations du gouvernement du Québec, CBC, CTV, La Presse)



## 75e anniversaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord Une OTAN secouée et chambranlante

– Nick Lin –



Cette année est le 75e anniversaire de la création de l'alliance agressive appelée Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) le 4 avril 1949. L'anniversaire trouve l'OTAN chambranlante, secouée d'un côté et de l'autre, incapable de trouver son équilibre face à ses échecs répétés à établir l'hégémonie des États-Unis en Europe et au-delà des frontières de l'Atlantique Nord. Les États-Unis tentent en vain d'établir leur hégémonie mondiale depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la disparition de l'alliance militaire rivale, le Pacte de Varsovie. Le Pacte de Varsovie a été créé en mai 1955 pour faire contrepoids aux efforts des États-Unis pour établir leur hégémonie mondiale par le contrôle de l'Europe sous les auspices de l'OTAN. Le Pacte de Varsovie, signé à Varsovie, en Pologne, entre l'Union soviétique et sept autres républiques d'Europe centrale et orientale, avait pour nom officiel « Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle ». Les États-Unis et l'Union soviétique étaient considérés comme deux superpuissances dominant les affaires mondiales par un équilibre établi par la force et la menace de la force. La menace du recours aux armes nucléaires comme moyen de dissuasion



pour tenir en échec les aspirations des peuples à la paix, à la liberté et à la démocratie était la garantie de cet équilibre.

Les impérialistes anglo-américains ont déclaré que l'OTAN était une force pour la paix, la liberté et la démocratie. Dans le discours officiel du Canada, toute discussion qui remet en cause les objectifs véritables de l'OTAN et ses 75 ans d'histoire est taboue. Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée et que le Pacte de Varsovie a été démantelé, les États-Unis ont renié leur promesse d'abolir l'OTAN et ont choisi plutôt de l'étendre vers l'est, au-delà des frontières de l'Atlantique Nord. Sous le commandement des États-Unis, l'OTAN s'est établie dans les pays baltes, aux frontières de la Russie, et a été le maître d'oeuvre d'un coup d'État en Ukraine : elle l'a fait en mobilisant et en organisant des néo-nazis pour massacrer les Russes vivant dans l'est de l'Ukraine, prendre le contrôle du gouvernement ukrainien et de là menacer la Russie. Le Canada a été le plus fidèle promoteur des objectifs des États-Unis, se mettant à leur disposition pour commettre des crimes sans pareils contre l'humanité, comme en Yougoslavie et en Afghanistan et aujourd'hui en Ukraine.



**Manifestation en Finlande (Yorkshire CND)**

À l'occasion de l'anniversaire de la création de l'OTAN, les ministres des Affaires étrangères des 32 pays membres se sont réunis à Bruxelles et l'OTAN a publié une déclaration affirmant que l'alliance « est la garante de la paix, de la démocratie et de la prospérité pour ses membres et pour un milliard de personnes, des deux côtés de l'Atlantique [1] » à l'heure où le monde voit qu'elle est en grande difficulté à cause de l'échec de son interminable guerre par procuration en Ukraine, qui a causé la mort inutile de centaines de milliers d'Ukrainiens qu'elle utilise comme chair à canon, la destruction de son économie et la ruine certaine pour les années à venir. Les États-Unis et l'OTAN n'ont pas réussi à écraser la Russie ni à unir les forces en présence. Le président américain Joe Biden a évoqué le danger de la perte de la cohésion de l'OTAN.

Malgré cette réalité incontournable, Joe Biden a déclaré, à l'occasion de cet anniversaire, que l'OTAN est « la plus grande alliance militaire de l'histoire du monde ». Il ajoute : « Mais elle n'est pas le fruit du hasard et n'était pas non plus inévitable. Génération après génération, les États-Unis et leurs Alliés ont choisi de s'unir pour défendre la liberté et repousser l'agression, sachant que nous sommes plus forts et que le monde est plus sûr lorsque nous agissons de la sorte. »

En Grande-Bretagne, le premier ministre Rishi Sunak a également déclaré à l'occasion de cet anniversaire que « 75 ans plus tard, l'OTAN est devenue l'alliance la plus fructueuse que le monde ait jamais connue – et elle continue de croître en taille et en force [...] pour la défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité ». Le roi Charles III s'est joint à la chorale pour déclarer que « sa tâche essentielle demeure : protéger le milliard de citoyens de nos alliés de l'OTAN. Cette Alliance vitale continue de prospérer et de s'adapter aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis. »

Le premier ministre canadien Justin Trudeau a déclaré : « Depuis 75 ans, l'OTAN constitue la pierre angulaire de la sécurité transatlantique. Créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle réunit 32 pays autour du principe de défense collective, selon lequel nous sommes plus forts ensemble. En cet anniversaire important, nous célébrons l'Alliance et nos Alliés pour les contributions qu'ils apportent à la sauvegarde de la liberté, de la démocratie et de la primauté du droit. » Il a ensuite fait la promotion du rôle du Canada au sein de l'OTAN, rappelant que le Canada est un membre fondateur qui a participé à toutes les opérations de l'OTAN, que le Canada est le septième bailleur de fonds de l'OTAN et qu'il augmente ses dépenses militaires.

Tout cela est dit à un moment où l'OTAN n'est pas unie et où, malgré l'adhésion de nouveaux membres, sa force est à redéfinir étant donné les échecs répétés des guerres d'agression auxquelles elle a participé. La défaite des États-Unis et leur départ précipité en Afghanistan, abandonnant leurs partenaires de l'OTAN à eux-mêmes, forcés de quitter de toute urgence, en sont la preuve. Depuis, les États-Unis ont imposé des sanctions à l'Afghanistan et gelé les avoirs d'Afghans. Le monde entier est aujourd'hui à même de constater la défaite probable de la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine. Pendant ce temps, les peuples de tous les pays membres de l'OTAN protestent contre l'augmentation constante des dépenses en armements, contre l'accueil de troupes étrangères et de bases militaires, ainsi que contre la destruction de l'environnement, la perte de souveraineté nationale et les crimes contre l'humanité que l'OTAN commet au nom de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Dire que l'OTAN a « assuré la paix, la démocratie et la prospérité de ses membres » est d'une vacuité pitoyable. Pour qui l'OTAN et ses principaux pays représentent-ils « la paix, la démocratie et la prospérité » ? Il y a 8 milliards de personnes dans 195 pays identifiés par l'ONU qui ne bénéficient pas de l'OTAN, y compris le milliard appartenant aux 32 pays que l'OTAN prétend représenter.

Lors de sa fondation, l'OTAN a été délibérément établie en dehors des Nations unies et de son domaine internationalement reconnu de droit international, de conventions et d'institutions. L'objectif était de saper le mouvement des peuples du monde entier en faveur de la paix, de la liberté et de la démocratie sur la base de la dénazification et de la condamnation des nazis et des fascistes. Dès le début, l'OTAN a donné des postes de premier plan à des nazis qui avaient échappé à la justice. Elle a pris l'Union soviétique pour cible et a fait sien la conception du monde de la guerre froide pour priver les peuples d'un point de vue qui leur soit propre. À cet égard, elle a contribué à convertir le front uni antifasciste mondial des peuples du monde en deux camps, l'un pro-soviétique et l'autre pro-américain, limitant ainsi l'initiative révolutionnaire des peuples dans les circonstances de l'après-guerre. C'est dans ce contexte que les agences secrètes au service des impérialistes anglo-américains ont mené des guerres d'agression, exécuté des coups d'État, orchestré des assassinats et emprisonné les combattants antifascistes et communistes dans des camps de concentration pendant des décennies, comme en Corée du sud, en Grèce et dans d'autres pays. Elles ont soutenu des dictatures brutales et commis d'innombrables crimes au nom de la démocratie et de la liberté.

Pour établir l'hégémonie des États-Unis, l'OTAN s'est déployée en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Océanie. Son rôle dans les conflits actuels, outre l'usage de la force, les bombardements, les destructions et les catastrophes humanitaires auxquelles elle participe

depuis l'effondrement de l'ex-Union soviétique en 1989-1991, est de diffuser de la désinformation à grande échelle. Sa criminalité se manifeste par le fait que, depuis l'année dernière, l'OTAN n'a fait aucune déclaration condamnant l'occupation de la Palestine par Israël et l'actuel massacre et génocide du peuple palestinien par Israël et les États-Unis. Interrogé sur l'hypocrisie de l'OTAN qui n'intervient qu'entre la Russie et l'Ukraine, deux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que « l'Ukraine et Gaza sont très différents ». Cela n'explique ni le rôle de l'OTAN dans la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie en Ukraine, ni son refus d'intervenir contre le génocide du peuple palestinien. Les États membres de l'OTAN, comme tous les signataires de la *Convention sur le génocide*, ont la responsabilité de prévenir et de punir les génocides.

Les jeux de guerre actuels de l'OTAN comprennent les exercices de guerre « Steadfast Defender 2024 », qui se déroulent jusqu'au 31 mai, dans ce qu'elle appelle la région « transatlantique ». Il s'agit des plus grands jeux de guerre des 30 dernières années, auxquels participent quelque 90 000 soldats des 32 États membres. Pendant ce temps, l'OTAN mène des préparatifs de guerre sur plusieurs autres fronts. Le 9 avril, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a annoncé que le « partenariat germano-lituanien » mettrait en place la « Panzerbrigade 45 », qui déploiera 4 800 soldats aux frontières de la Russie lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle en 2027. Parallèlement aux bases militaires déjà importantes des forces américaines et britanniques dans les pays d'Europe de l'Est, aux frontières de la Russie et de la Biélorussie, toutes ces initiatives accroissent la menace à la paix dans le monde.



Plus l'OTAN tente de survivre en s'étendant bien au-delà des rives de l'Atlantique Nord, non seulement pour menacer la Russie directement à ses frontières, mais aussi en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, plus les peuples du monde s'élèvent contre elle. Les peuples du monde aspirent plus que jamais à la paix, à la liberté et à la démocratie. Ils souhaitent la fin de toutes les guerres d'agression menées par les puissances impérialistes et leurs valets, à

commencer par les impérialistes américains, mais aussi les puissances coloniales britanniques et les anciennes puissances coloniales européennes.

À l'occasion du 75e anniversaire de l'OTAN, son secrétaire général Jens Stoltenberg, a une fois de plus affirmé qu'il était crucial « que l'Occident continue de soutenir l'Ukraine dans sa guerre pour la liberté et la démocratie », pour « nos valeurs », contre la Russie, « aussi longtemps qu'il le faudra ». Le refus de toute option de négociation avec la Russie pour parvenir à un règlement qui mette fin à la guerre montre le désespoir de l'OTAN : elle voudrait que la guerre se poursuive encore plusieurs années dans l'espoir d'assurer sa propre survie.

Les échecs de l'OTAN accroissent les contradictions en son sein et cela rend impossible le bon fonctionnement sous le commandement des États-Unis comme avant. Les rapports sur la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui s'est tenue à Bruxelles les 3 et 4 avril révèlent l'ampleur du mécontentement des pays membres à l'égard de l'attitude envers la Russie et la Chine, ainsi qu'à l'égard de la lutte des factions au sein même des États-Unis. Plusieurs États européens commencent à paniquer devant l'impact de la guerre par procuration en Ukraine sur leur propre économie, lequel impact a entraîné une recrudescence des manifestations de travailleurs et d'agriculteurs en Europe, où les peuples s'opposent au détournement de leur économie pour assurer le financement de la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN.

Dans cette veine, le 4 avril, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Jens

Stoltenberg a annoncé une proposition de nouvelle « Mission pour l'Ukraine », un stratagème pour obtenir directement une aide militaire sur cinq ans des 32 membres de l'alliance, à hauteur de 108 milliards de dollars, afin de fournir des « armes létales à l'Ukraine ». Les rapports indiquent toutefois qu'« aucun détail n'a été défini » et que la proposition devra être approuvée lors du sommet de juillet. La proposition donnerait à l'alliance le contrôle du groupe de soutien en armement Ramstein, dirigé par les États-Unis, qui est actuellement un groupe informel de pays fournissant des armes à l'Ukraine à partir de pays individuels[2]. Cette mesure exposerait davantage l'alliance anglo-américaine comme seul fournisseur d'armes et seul moteur de l'escalade de la guerre en Ukraine contre la Russie et limiterait la mise en place d'accords bilatéraux de différents pays avec l'Ukraine.

L'hystérie a pris le dessus : si Donald Trump devient le prochain président des États-Unis et décide de démanteler l'OTAN, les producteurs d'armes seront protégés. C'est ce qu'on appelle « protéger l'Ukraine contre Trump ». Les États-Unis devraient fournir de l'argent supplémentaire à l'Ukraine, mais devront désormais le faire par l'intermédiaire de l'OTAN.



Alors qu'elle célèbre son 75e anniversaire, l'alliance agressive dirigée par les États-Unis exerce des pressions et conclut des accords pour s'assurer un soutien pour menacer la Chine en armant et en envoyant des forces spéciales à Taïwan. Cela inclut un financement de 8 milliards de dollars, notamment pour le développement des infrastructures pour sous-marins, une menace directe pour la région puisqu'il est connu que les sous-marins américains transportent des armes nucléaires.

*Non à l'OTAN ! Oui à la paix !*

## Notes

1. Le 7 mars, la Suède est devenue le plus récent membre de l'OTAN, après avoir déposé son instrument d'adhésion auprès du gouvernement des États-Unis à Washington. Avec l'adhésion de la Suède, l'OTAN compte désormais 32 pays, tous sous commandement américain.
2. Le Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine (UDCG, également connu sous le nom de groupe de Ramstein) est une alliance de 56 pays (les 32 États membres de l'OTAN et 24 autres pays) et de l'Union européenne qui soutiendrait la défense de l'Ukraine en lui envoyant du matériel militaire dans le cadre du conflit qui l'oppose à la Russie.



---

## **Le désespoir à propos de l'Ukraine hante les réunions des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, du Conseil OTAN-Ukraine et des partenaires indopacifiques**

**– Steve Rutchinski –**

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a célébré son 75e anniversaire le 4 avril. Les travaux à Bruxelles comprenaient une réunion des ministres des Affaires étrangères des 32 États

membres de l'OTAN le 3 avril, suivie d'une réunion du Conseil OTAN-Ukraine et d'une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord avec les « partenaires indopacifiques » de l'OTAN le 4 avril. Le borbier de la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN contre la Russie en Ukraine a été le principal sujet de ces réunions.

Dans les remarques qu'il a adressées à la presse à l'issue des réunions, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a présenté les différentes armes envoyées par les membres de l'OTAN à l'Ukraine : « Ces derniers jours, ce sont près de 600 millions d'euros qui ont été versés par l'Allemagne dans le cadre de l'initiative pour l'artillerie menée par la République tchèque, 10 000 drones qui ont été fournis par le Royaume-Uni, des missiles et des véhicules blindés supplémentaires qui ont été offerts par la France, sans oublier le nouveau paquet d'aide d'un montant de 188 millions d'euros que la Finlande a annoncé hier. »

Malgré l'échec actuel de l'OTAN en Ukraine, le secrétaire général a appelé les pays membres à poursuivre sur la même voie : « Nous devons faire encore plus et nous devons inscrire solidement notre soutien dans la durée. » Le manque de munitions de l'armée ukrainienne, en particulier d'obus d'artillerie, est bien connu, et Stoltenberg a exhorté les membres à fournir des munitions en temps voulu pour que l'armée ukrainienne « capable » puisse faire son travail. C'est sans parler de la pénurie de troupes entraînées, car de plus en plus d'Ukrainiens refusent le service militaire. Cette demande a été formulée sans tenir compte du fait que la capacité de production de munitions des pays de l'OTAN ne suffit pas à répondre aux besoins et que nombre de ces pays fournissent également de l'argent et des armes à Israël pour l'aider à perpétrer ses crimes génocidaires à Gaza. Un communiqué de presse de l'OTAN publié à l'issue de la réunion ministérielle indique que « les Alliés ont maintenant décidé d'avancer dans la planification du renforcement du rôle joué par l'OTAN s'agissant de coordonner l'assistance et la formation requises dans le domaine de la sécurité en Ukraine », sans donner plus de détails.

Jens Stoltenberg a également proposé un programme d'aide militaire de 108 milliards de dollars sur cinq ans pour fournir des armes à l'Ukraine. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, qui était présent aux réunions de Bruxelles, s'est dit déçu. Il a fait remarquer que l'OTAN a eu des difficultés à réunir des sommes beaucoup plus modestes. « En d'autres termes, avec le modèle de financement actuel, cette initiative n'a aucune chance. Parce qu'ils ne peuvent pas recueillir 500 millions, et ici ils devraient recueillir 20 milliards dans le modèle actuel », a déclaré le ministre ukrainien. Mais si tous les membres de l'alliance étaient obligés de contribuer, a-t-il ajouté, le plan pourrait « avoir une chance d'être mis en oeuvre ».

Lors de la réunion du Conseil OTAN-Ukraine, Jens Stoltenberg s'en est tenu à la ligne du diktat arbitraire des États-Unis et de l'OTAN, appelé « ordre fondé sur des règles », dont l'objectif est de saper la primauté du droit international et le droit à l'existence de toutes les nations et de tous les peuples. « Nous avons discuté des implications mondiales de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, y compris le soutien de la Chine, de la Corée du Nord et de l'Iran à la Russie, a-t-il dit. Alors que les puissances autoritaires s'alignent de plus en plus, l'OTAN et ses partenaires doivent rester unis pour défendre un ordre mondial régi par le droit, et non par la force. »

L'OTAN est une alliance agressive dont l'expansion constitue une menace grandissante à la paix mondiale. Bien avant la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN en Ukraine, la Russie avait demandé à l'OTAN de lui fournir des garanties de sécurité et de cesser son expansion. Le secrétaire général de l'OTAN a tourné la vérité à l'envers pour continuer de répandre la désinformation selon laquelle c'est la Russie qui doit être stoppée en Ukraine et que si elle ne l'est pas, d'autres alliés de l'OTAN seront attaqués. « Il y a un risque réel que la Russie s'empare d'encore plus de territoires et que nous soyons dans une position encore plus dangereuse, a-t-il dit. Le seul moyen de parvenir à une paix juste et durable en Ukraine est d'avoir des forces armées ukrainiennes fortes, car c'est le seul moyen de convaincre le président Poutine qu'il ne gagnera pas sur le champ de bataille. »

Jens Stoltenberg n'a pas précisé comment les forces armées ukrainiennes seront « fortes » alors qu'elles sont en train de perdre une bataille d'usure existentielle. L'Ukraine a récemment adopté de nouvelles mesures relatives à la conscription, qui abaissent l'âge de la conscription de 27 à 25 ans, tandis qu'elle a supprimé le processus de démobilisation après 36 mois de déploiement. Selon divers analystes, ces mesures ne permettront pas d'obtenir les 500 000 soldats supplémentaires dont les forces armées ukrainiennes disent avoir besoin.

Le secrétaire général de l'OTAN a également expliqué la présence des « partenaires indopacifiques » de l'OTAN – l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée, de pair avec l'Union européenne – en se fondant sur les craintes suscitées par la Russie et en établissant un lien avec la Chine, la République populaire démocratique de Corée et l'Iran. « La guerre en Ukraine le démontre très clairement. Nous voyons comment la Chine soutient l'économie de guerre de la Russie, en livrant des équipements à double capacité qui sont également utilisés par l'industrie militaire russe. En retour, Moscou hypothèque son avenir auprès de Pékin. Nous voyons ensuite comment l'Iran et la Corée du Nord livrent des munitions, des missiles et des drones à la Russie. En retour, la Russie fournit la technologie nécessaire aux programmes nucléaires et de missiles de ces pays », a-t-il ajouté. Les États-Unis et l'OTAN n'ont bien sûr aucun scrupule à entraîner et à armer des néonazis en Ukraine ou à utiliser des réactionnaires du même acabit contre les peuples où que ce soit. Ce que ses propos révèlent, c'est que les mesures économiques prises par les pays de l'OTAN pour isoler la Russie constituent un autre front sur lequel l'OTAN est en train d'être vaincue.

Une des raisons de l'expansion de l'OTAN et de l'implication de ses « partenaires indopacifiques » est le désir d'obtenir davantage de fonds et d'armes en dehors des membres de l'OTAN. Le 16 avril, l'ambassadeur des États-Unis au Japon, Rahm Emanuel, a exhorté le Japon à intensifier la production d'armes « pour renforcer notre sécurité collective » dans le contexte des conflits en Ukraine, à Gaza et ailleurs. « Les États-Unis ne peuvent plus approvisionner à eux seuls toutes les démocraties », a-t-il dit. Le Japon a considérablement assoupli ses règles en matière d'exportation d'armes, ce qui lui permet d'envoyer des missiles PAC-3 de fabrication japonaise aux États-Unis pour les aider à remplacer ceux que les États-Unis ont envoyés en Ukraine.

Jens Stoltenberg a également évoqué la création d'un groupe d'experts chargé de conseiller l'OTAN sur la manière de pénétrer davantage dans son « voisinage méridional », c'est-à-dire la région qui s'étend de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient. Il a rappelé que l'OTAN entretenait des relations étroites avec la Jordanie, la Tunisie et la Mauritanie et qu'elle était également présente en Irak. Il a déclaré que « l'Alliance » cherche les moyens et les occasions d'étendre l'influence de l'OTAN dans la région et que le prochain sommet de l'OTAN, qui se tiendra à Washington en juillet, concrétiserait ces projets. Une telle évolution est vouée à l'échec et ne se concrétisera que par la coercition ou la trahison de gouvernements serviles. Elle sera accueillie avec tout le mépris qu'elle mérite par les peuples de toutes ces régions, qui souffrent encore aujourd'hui des conséquences de la colonisation antérieure et de l'ingérence étrangère.



---

## États-Unis

# Le mouvement de dénonciation du génocide par le vote prend de l'ampleur

Partout aux États-Unis, des organisations s'unissent et se mobilisent pour utiliser le vote afin d'exprimer leur position au génocide et le refus de « Joe le génocidaire » de permettre *un cessez-le-feu immédiat* et de mettre fin à l'aide militaire et au soutien politique aux sionistes israéliens. Joe

Biden a récemment envoyé des bombes de 900 kilos qui ont détruit des pâtés de maisons, et a ajouté 26,4 milliards de dollars à l'armement, au financement et au soutien politique inconditionnel des sionistes, montrant ainsi que les États-Unis sont coupables de génocide dans la bande de Gaza.



Dans la protestation par le vote lors des primaires, le Michigan a donné le ton : plus de 101 000 électeurs se sont prononcés contre le génocide en votant « non engagé ». Des travailleurs de l'automobile, des jeunes, des musulmans et des juifs, des Arabes et des Noirs, des gens de tous horizons se sont joints à la manifestation *Count Me Out for Genocide* (Ne comptez pas sur moi pour le génocide). La mobilisation s'est faite en peu de temps par une force multiraciale, multiconfessionnelle et multigénérationnelle.

Le mouvement s'est étendu à de nombreux États, dont sept des États du Super Mardi le 5 mars, puis à l'État de Washington, et le 2 avril, au Wisconsin et à l'État de New York. Dans les États du Super Mardi, plus de 45 900 personnes ont voté sans s'engager dans le Minnesota, soit environ 20 % des voix. En Caroline du Nord, le pourcentage est de 12,7 %, soit plus de 88 000 voix ; en Alabama, il est de 11 213 ; au Tennessee, de 10 450 ; au Colorado, de 43 439 et au Massachusetts, de 58 462 voix. La plupart des États ont obtenu entre 7 et 10 % des voix. À Hawaï, 29,1 % des électeurs ont voté contre le génocide. À Washington, près de 90 000 personnes ont voté sans s'engager, la demande de mettre fin au financement américain des crimes de guerre d'Israël étant prédominante. Dans le Missouri, plus de 11,7 % des électeurs ont dit « Non au génocide » et 36 % des électeurs de Saint-Louis ont fait de même. Le Wisconsin en a compté plus de 48 000 et New York plus de 40 000, soit environ 12 %.

La mobilisation dans les nombreux États concernés se poursuit. Les principales revendications pour Gaza restent *Un cessez-le-feu immédiat ! Levez le siège, arrêtez le financement militaire et acheminez une aide humanitaire !* dans le cadre de l'organisation d'un programme contre la guerre et pour la paix.

La position ferme contre le génocide et la colère face à l'impunité persistante des États-Unis et d'Israël sont ce qui ressortent le plus. Nombreux sont ceux qui rejettent le système électoral actuel qui élit des candidats détestés qui méprisent les demandes de la majorité. Un grand nombre d'Américains sont à la recherche d'alternatives et s'organisent notamment pour se rencontrer, discuter et manifester lors de la convention nationale du Parti démocrate à Chicago, du 19 au 22 août. La conscience grandit contre Joe le génocidaire, le Parti démocrate ainsi que Donald Trump et une campagne de *#NoVotes4Genocide !* est en cours.

*(Voix de la Révolution)*



## La poursuite du génocide n'empêche pas les États-Unis de financer la guerre en faveur d'Israël et de l'Ukraine

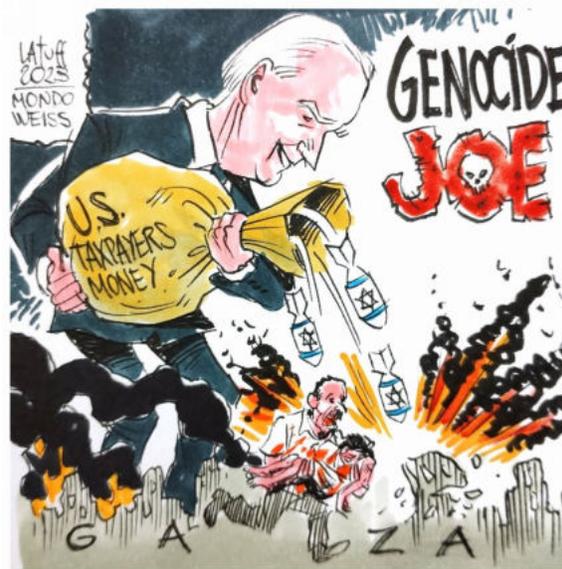
Le 24 avril, le président américain Joe Biden a promulgué un projet de loi prévoyant un financement supplémentaire de 95 milliards de dollars pour l'Ukraine, Israël et Taïwan. Alors que le génocide israélo-américain se poursuit et que sont découvertes des fosses communes de Palestiniens tués les mains liées, le Congrès américain a approuvé un montant supplémentaire de 26,4 milliards de dollars pour Israël. Plus de 17 milliards de dollars sont destinés à des fins militaires et 9,2 milliards pour l'aide humanitaire, bien que peu de gens croient qu'Israël les utilisera à cette fin. Il y a 61 milliards de dollars pour l'Ukraine, mais 34 milliards de dollars vont à l'armée américaine et aux monopoles de guerre pour reconstituer les armes et les stocks américains. Un autre montant de 8 milliards de dollars est destiné à Taïwan, dont 3,3 milliards de dollars pour l'« infrastructure sous-marine », menaçant ainsi la Chine et les peuples de la région.

En signant le projet de loi, le président a laissé entendre que l'objectif de la guerre par procuration menée contre la Russie en utilisant l'Ukraine n'est pas de défendre les Ukrainiens, mais de renforcer l'OTAN et le commandement américain sur cette organisation. Il a dit : « Au cours des deux dernières années, nous avons contribué à l'unification, au renforcement et à l'élargissement de l'OTAN. Imaginez qu'au lieu de cela, nous ayons échoué – que nous n'ayons pas réagi et soutenu l'Ukraine. Tous ces acquis auraient commencé à se fissurer, la cohésion de l'OTAN aurait été affaiblie et notre sécurité nationale aurait été compromise, cela ne fait aucun doute. »

De même, le rôle de la guerre en Ukraine et le refus des États-Unis de négocier un règlement tiennent en partie à un désir d'unifier la bureaucratie militaire, qui est actuellement divisée sur les questions de guerre, comme en témoignent les luttes de factions qui se déroulent depuis des mois au Congrès à propos de ce projet de loi. Plus de la moitié des 61 milliards de dollars sont destinés à la machine de guerre américaine, dont environ 23 milliards pour le réapprovisionnement en armes, la reconstitution des stocks et aux bases des États-Unis, et plus de 11 milliards pour financer les opérations militaires en cours dans la région.

Rien n'indique que les échecs de Joe Biden sur ces questions de guerre, y compris l'unification des dirigeants et de la bureaucratie, seront surmontés. Les conflits au sein de l'OTAN persistent, notamment en ce qui concerne l'Allemagne, et les efforts de guerre – que ce soit en Palestine, en Syrie, en Libye ou en Afghanistan – n'ont pas atténué l'intensité des luttes de factions entre les oligarques qui s'affrontent aux États-Unis.

Joe Biden a tenté de convaincre les travailleurs américains que le financement de la guerre était bon pour l'emploi. Il a déclaré que les fonds permettraient de reconstituer les stocks américains « avec de nouveaux produits fabriqués par des entreprises américaines, ici, en Amérique : des missiles Patriot fabriqués en Arizona, des lance-missiles Javelin fabriqués en Alabama, des obus d'artillerie fabriqués en Ohio, en Pennsylvanie et



au Texas », et quelques emplois dans 40 États. Les travailleurs rejettent la prétention de Joe le génocidaire que la classe ouvrière américaine est en faveur de la guerre. Ceux qui travaillent dans des usines fournissant des armes à Israël ont respecté les lignes de piquetage dressées pour exiger qu'aucune arme ne soit livrée à Israël et se sont joints aux nombreuses manifestations qui ont lieu dans tout le pays. D'autres ont participé aux campagnes *Count Me Out for Genocide* (ne comptez pas sur moi pour le génocide) en refusant de voter pour Biden lors des primaires. La position de la majorité est contre la guerre et pour des relations internationales pacifiques dans le respect et l'intérêt mutuels.

Outre le financement de la guerre, la nouvelle loi comprend des attaques contre l'Iran, une interdiction de TikTok, qui compte plus de 170 millions d'utilisateurs américains, et la saisie d'actifs russes détenus aux États-Unis – environ 5 milliards de dollars – pour les utiliser en Ukraine. En ce qui concerne l'Iran, le projet de loi étend les sanctions en appelant à sanctionner les ports et les raffineries qui reçoivent et traitent le pétrole iranien, ainsi que toute personne engagée dans des activités précédemment couvertes par l'embargo de l'ONU sur les missiles iraniens, qui a expiré, ou dans la fourniture ou la vente de missiles et de drones iraniens. Elle restreint également l'exportation de biens et de technologies d'origine américaine vers l'Iran. Il s'agit d'un nouvel effort des États-Unis pour isoler l'Iran et contrôler le commerce international dans des conditions où l'Iran résiste aux attaques, gagne en influence et a changé la donne par rapport au diktat des États-Unis et d'Israël dans la région.

Le plan de saisir les actifs russes aux États-Unis se retournera probablement contre eux, car il signale au monde que les États-Unis sont prêts à voler les avoirs étrangers quand ils le veulent. D'ores et déjà, les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et ceux des Caraïbes et de l'ALBA (Venezuela, Cuba, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Bolivie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) travaillent à la mise en place d'institutions financières et de monnaies indépendantes du dollar américain. La saisie d'actifs ne fera qu'encourager ces efforts dans la bonne voie.

La nouvelle loi exige que ByteDance, le propriétaire chinois de TikTok, vende la société sous peine d'interdiction aux États-Unis dans les 9 à 12 mois. Si cette mesure vise en partie à présenter la Chine comme une menace, elle sert également les intérêts des géants américains de la technologie, tels que Facebook et Google, qui veulent bénéficier de la technologie de TikTok. ByteDance a déclaré qu'elle ne vendrait pas et qu'elle contesterait la loi devant les tribunaux.

Joe Biden avait demandé ce financement de la guerre il y a près d'un an, mais les luttes de factions au sein du Congrès l'ont retardé. Avec l'adoption de cette loi, les leaders du Sénat – le leader de la majorité Chuck Schumer et le leader de la minorité Mitch McConnell, ainsi que Mike Johnson à la Chambre des représentants – se sont tous joints au président pour proclamer qu'il s'agissait d'une grande victoire. Ils tentent de faire croire que les profondes divisions au sein de la classe dirigeante ont été surmontées. Biden lui-même a indiqué que ce n'était pas le cas en soulevant la question de la nécessité d'une plus grande militarisation de la frontière et d'un accroissement des pouvoirs présidentiels pour contrôler la frontière, qui n'a toujours pas été résolue. Par ailleurs, ni Biden ni Trump n'ont cessé de dire que la démocratie à l'américaine était en jeu dans cette élection, ce qui signifie que ni l'un ni l'autre n'est susceptible d'accepter la défaite.

Ce qui est clair, c'est que les Américains se dressent contre la guerre et pour exiger l'arrêt du génocide américano-israélien, et qu'ils rejettent les élections comme étant antidémocratiques et non représentatives. Ils exigent : « *Arrêtez de financer la guerre et financez nos droits !* »

*(Voix de la Révolution)*



**Tout en oeuvre pour soutenir Cuba révolutionnaire!**  
**De nouvelles opérations contre Cuba exposent  
l'ingérence américaine**



**Camaguey, Cuba, rassemblement pour la défense de la révolution, le 13 juillet 2021, l'un des nombreux rassemblements organisés dans tout le pays**

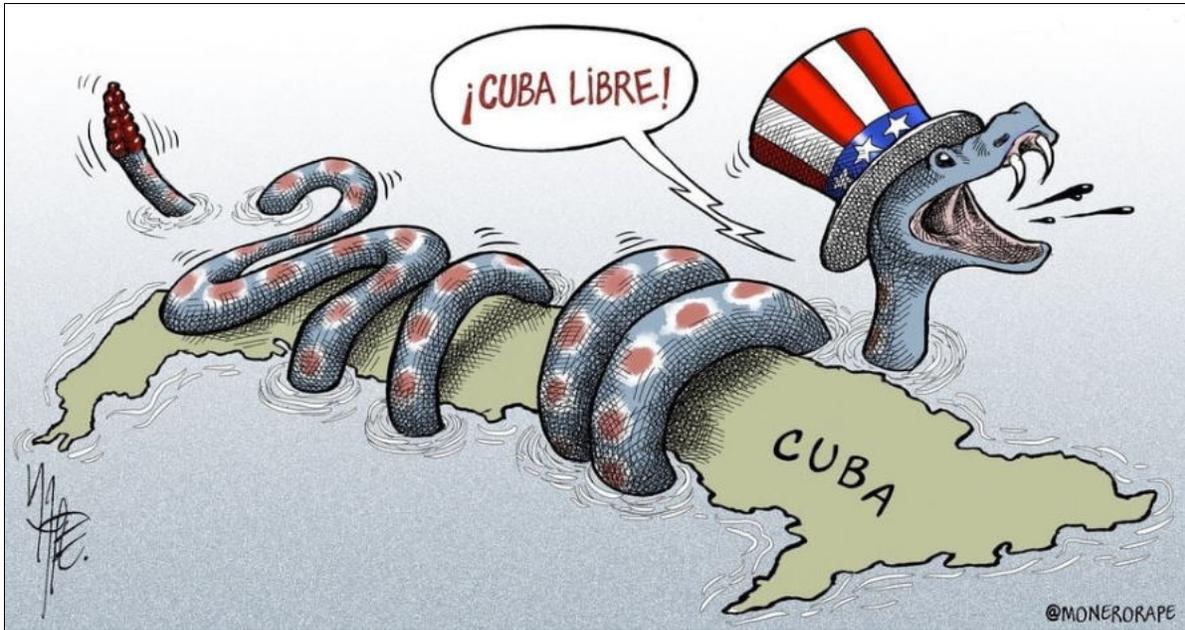
Le 13 avril, le journal cubain *Granma* a révélé les plans des agences de renseignement américaines pour provoquer une explosion sociale cet été, autour du 11 juillet, comme une répétition des agitations de 2021 qui avaient été financés et encouragés depuis les États-Unis. Les preuves de ce que les agences de renseignement américaines appellent l'« opération 11.7.24 » ont été révélées à la suite d'une réunion au domicile du contre-révolutionnaire Marcel Felipe, par la plateforme en ligne contre le terrorisme médiatique *Razones de Cuba*.

Selon les informations révélées, les attaques planifiées à ce stade visent en priorité le réseau national d'électricité, en raison de son impact sur la qualité de vie de la population, a déclaré *Razones de Cuba*. Elles révèlent également une tentative de provoquer le sabotage et de renforcer l'offensive médiatique déstabilisatrice, ajoute la plateforme médiatique. À cette fin, Washington a « triplé son budget » et le sénateur américain anti-cubain Marco Rubio a joué un rôle décisif dans cette décision.

Les tactiques utilisées comprennent le recrutement de criminels pour commettre des actes de terrorisme sur l'île tout en poursuivant les tentatives de manipuler des questions telles que les relations entre Cuba et la Russie, en présentant leur coopération comme un moyen pour la Russie d'obtenir des soldats de Cuba, ce qui est tout manifestement faux. Les complotistes prévoient également utiliser les sanctions américaines contre la Russie pour aggraver la situation à Cuba en réduisant les livraisons de carburant et de nourriture.

*Razones de Cuba* révèle l'existence d'une nouvelle organisation contre-révolutionnaire, connue sous le nom de « Cuba First », liée à la préparation d'actions terroristes contre l'île. Parmi ses membres fondateurs figure Manuel Milanés Pizonero, connu pour avoir financé des actions violentes dans le passé.

## Nouveaux fonds de l'ambassade des États-Unis pour la subversion à Cuba



Dans le même ordre d'idées, le site web *Cuba por Siempre*, qui promeut la solidarité avec Cuba au niveau mondial, a également révélé une nouvelle ingérence de l'ambassade des États-Unis à La Havane en vue de créer le chaos à Cuba. L'ambassade a lancé un nouveau fonds appelé « Acelerate Fund for Independent Media and Content Creators » (Fonds Accéléré pour les médias indépendants et les créateurs de contenu). Il a été lancé avec quelque 68 800 dollars en provenance des États-Unis.

Les rapports indiquent que les projets seront axés sur la production de contenus traitant des « défis » de Cuba. Selon *Cuba por Siempre*, il s'agit de subventionner des « médias indépendants » pour « créer des contenus pertinents et accessibles aux personnes handicapées, afin d'accroître leur participation au processus démocratique », « le développement d'applications mobiles ou d'autres technologies pour la promotion des valeurs démocratiques », « la connexion et le renforcement des réseaux de créateurs de contenus indépendants à Cuba, et le financement d'études de recherche qui évaluent la situation des médias indépendants » sur l'île, indique *Cuba por Siempre*.

Il est vraiment cynique que ceux qui cherchent à étouffer l'île en la privant de nourriture, de médicaments, d'investissements, d'opportunités commerciales et de tout ce dont les Cubains ont besoin pour vivre et progresser, prétendent maintenant se soucier des personnes handicapées à Cuba. Ils ont d'abord prétendu se soucier des jeunes, puis des femmes et maintenant ce sont les personnes handicapées. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime une fois de plus son opposition à la politique d'ingérence continuelle des États-Unis à Cuba. Les États-Unis ont récemment approuvé plus de 50 millions de dollars pour ses actions subversives. De cette somme, 25 millions de sont destinés à l'Office de radiodiffusion à Cuba, responsable de la subversive Radio et TV Martí, et 25 millions sont destinés à des « programmes de promotion de la démocratie à Cuba ».

Cela montre la nécessité d'intensifier notre travail contre cette soi-disant promotion de la démocratie à Cuba par les États-Unis et contre toute conciliation avec les affirmations malveillante que Cuba ne respecte pas les droits humains et n'est pas démocratique. Nous sommes heureux de vous informer que les Jeunes pour le renouveau démocratique enverront une délégation de 16 personnes, principalement des jeunes, mais aussi des travailleurs, des enseignants et des activistes, pour participer aux activités de solidarité du Premier Mai à Cuba. Ils exprimeront le soutien de la classe ouvrière et du peuple canadien et québécois à la bataille quotidienne de Cuba contre les

tentatives américaines de provoquer un changement de régime, un objectif qu'ils n'ont pas réussi à atteindre en plus de 60 ans d'efforts, et verront par eux-mêmes comment le peuple cubain s'unit dans l'action pour résoudre les problèmes auxquels il est confronté à cause du blocus américain. Nous avons également des délégués qui participeront à la réunion qui se tiendra dans la province de Guantanamo pour promouvoir la cause de faire des Caraïbes et de l'Amérique latine une zone de paix et pour le retour de Guantanamo à Cuba.

Pendant que les États-Unis attisent l'anarchie et la violence en Amérique latine et intensifient l'ingérence étrangère en Haïti, il est très important d'intensifier les activités d'information, de mettre fin à toute tentative de promotion au Canada des objectifs contre-révolutionnaires des États-Unis visant à saper la révolution cubaine et de travailler avec les immigrants et les réfugiés d'Amérique latine et des Caraïbes qui font désormais partie intégrante de la classe ouvrière au Canada et au Québec. Nous souhaitons bonne chance à ceux qui se rendent à Cuba, tandis que nous hissons la bannière de la solidarité internationale ici le Premier Mai et tous les jours !

*(Avec des informations de Radio Havana Cuba et Granma)*



---

## L'amitié et la solidarité entre les peuples cubain et québécois à nouveau réaffirmées!



**Assemblée générale de la Table de concertation le 6 avril 2024**

Le samedi 6 avril à Montréal, la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba a consacré la journée entière à la célébration de la solidarité et de l'amitié qui unissent les peuples cubain et québécois ainsi que la résilience du peuple cubain et de son gouvernement.

Le matin, la Table a tenu son assemblée générale et souligné son 22e anniversaire d'existence. Les représentants des organisations membres ont présenté leurs réalisations sur différents fronts en appui à Cuba : les lignes de piquetage mensuelles, beau temps, mauvais temps, pour exiger la fin du blocus; les nombreuses conférences pour informer les Québécois sur le blocus étatsunien contre Cuba, le système de santé cubain, la bataille durant la pandémie, la création de ses propres vaccins pour combattre la COVID pour protéger les Cubains, les bridages médicales internationalistes, les

élections à Cuba, les brigades annuelles Madeleine-Parent, etc. La Table entretient aussi des relations avec diverses organisations au Canada et aux États-Unis pour renforcer le travail commun en appui à Cuba, dont certaines ont transmis leurs vœux de succès à la Table.

Un front important de travail dont la Table est très fière est celui de rassembler des équipements médicaux pour en faire don à Cuba. Ce travail a tissé de précieux liens de collaboration avec de nombreuses personnes et organisations oeuvrant dans le domaine de la santé. Au cours des deux dernières années, la valeur des équipements médicaux envoyés a été de plus de 400 000 \$.

Les délégués des organisations membres ont adopté à l'unanimité une résolution exprimant leur détermination à poursuivre leur travail pour défendre la révolution cubaine, en particulier à la lumière de l'intensification des efforts de l'impérialisme américain pour diviser le peuple et faire échouer son projet d'édification nationale.

La résolution souligne entre autres : « À l'occasion de son assemblée générale du 6 avril 2024 et de son 22e anniversaire de fondation, la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba salue l'héroïsme du peuple cubain et de son gouvernement qui ont une fois de plus déjoué, le 18 mars dernier, les tentatives des États-Unis et de leurs agents contre-révolutionnaires de provoquer un soulèvement populaire contre la Révolution. Les demandes d'un approvisionnement stable en électricité et en nourriture amènent des problèmes que le gouvernement s'efforce de résoudre malgré le blocus et les sanctions brutales des États-Unis. Ce n'est pas la Révolution qui est à l'origine de ces problèmes, c'est le blocus américain auquel tous les pays membres des Nations unies, à l'exception des États-Unis, d'Israël et d'un ou deux protectorats américains, exigent qu'on mette fin.

« Les problèmes de Cuba sont les problèmes du peuple et les problèmes du peuple sont les problèmes de Cuba. Qui peut dire que le gouvernement des États-Unis ou les gouvernements d'autres pays qui fomentent la contre-révolution à Cuba leur appartiennent ? Personne.

« Nous saisissons l'occasion de notre assemblée générale pour réaffirmer haut et fort notre détermination à contribuer à mettre fin au blocus économique, commercial et financier criminel que le gouvernement des États-Unis a imposé au peuple cubain. Que ce soit par nos actions, piquetages, caravanes, conférences, brigades et aides médicales de toute sortes, nous poursuivrons ce travail en appui indéfectible avec le peuple cubain. »



Le forum public du 6 avril 2024

En après-midi, la Table a invité Susana Malmierca Benitez, consule générale de Cuba à Montréal, à parler de la situation difficile que connaissent le peuple cubain et son gouvernement en ce moment et comment ils y font face. Quelque 70 personnes ont ainsi appris de la lutte quotidienne qui se mène par la mobilisation et l'implication de tous dans la résolution des problèmes, pour assurer son bien-être et sa sécurité alors que les États-Unis intensifient leurs activités contre-révolutionnaires pour tenter d'étouffer et écraser Cuba.

Parlant de l'intensité du blocus contre Cuba, en particulier sous le gouvernement Trump que le gouvernement Biden n'a pas amoindri, la consule générale a expliqué les problèmes à obtenir des crédits sur les marchés financiers internationaux en raison de la persécution des institutions qui traitent avec Cuba parce que Cuba a été mise sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. La vente des produits que Cuba pourrait exporter est plus difficile, là encore parce que les acheteurs potentiels sont menacés d'être accusés de soutien au terrorisme.

Par exemple, les navires faisant escale à Cuba ne peuvent le faire dans un port américain pendant six mois avant ou après la visite cubaine. Compte tenu de la proximité des États-Unis et de l'étendue de leur marché international, cela est particulièrement problématique pour Cuba. Le blocus empêche la vente à Cuba de tout produit manufacturé contenant plus de 10 % de produits américains, ce qui est encore une fois particulièrement problématique compte tenu de l'étendue du contrôle américain sur l'économie mondiale.

Les activités de cyberguerre des États-Unis contre Cuba font également partie de la réalité à Cuba. Les États-Unis tentent désespérément d'utiliser Internet pour semer le trouble et retourner la frustration et le mécontentement de la population face aux difficultés contre leur propre gouvernement, sans y apporter aucune solution. Pendant ce temps, lorsque les gens descendent dans la rue à Cuba, a dit Susana Malmierca Benitez, comme cela s'est passé le mois dernier, les autorités locales et nationales se joignent au peuple pour discuter des problèmes et voir ensemble comment ils peuvent travailler à résoudre ces problèmes.

La rencontre s'est terminée par des échanges informelles sur de nouvelles initiatives à prendre pour soutenir Cuba révolutionnaire et exiger la fin du blocus criminel et inhumain des États-Unis. L'amitié et la solidarité entre les peuples cubain et québécois ont été réaffirmées.



---

## **Des Torontois célèbrent le 63e anniversaire de la victoire de Cuba à baie des Cochons**

Le 19 avril, des Torontois ont participé à une réunion commémorant le 63e anniversaire de la victoire militaire de Cuba sur les États-Unis à Playa Girón, qui a permis de déjouer une tentative de changement de régime de la part des États-Unis dans la nation insulaire. La réunion était organisée par le Forum de Toronto sur Cuba.

Dans son discours d'ouverture, Morteza Gorgzadeh, coordinateur du Toronto Forum on Cuba, a souligné que la victoire du peuple cubain sur les forces mercenaires impérialistes américaines à Playa Girón le 19 avril 1961 était historique. La victoire de Cuba, première défaite militaire subie par les États-Unis dans les Amériques, a inspiré les forces anticoloniales du monde entier. Elle a démontré l'unité décisive du peuple cubain avec le gouvernement révolutionnaire dirigé par Fidel Castro, qui a contribué à mettre en déroute les États-Unis et leurs mercenaires armés. C'est cette unité qui est la clé de la défense de la révolution cubaine contre toutes les attaques américaines au fil des décennies et qui est particulièrement importante aujourd'hui, alors que les États-Unis intensifient leurs tentatives, par divers moyens, de déstabiliser Cuba, notamment en finançant de

prétendus groupes de défense des droits humains, en introduisant de la drogue dans le pays et en renforçant le blocus.



**Le consul général de Cuba, Jorge Yanier Castellanos Orta, s'adresse aux participants, 19 avril 2024.**

Le consul général de Cuba, Jorge Yanier Castellanos Orta, qui s'est adressé à la réunion, a exprimé la confiance du peuple cubain dans sa victoire. Il a souligné que le blocus américain a causé de très graves dommages, notamment pendant la pandémie. Il a donné des exemples des difficultés rencontrées en raison du manque de médicaments, de nourriture, de carburant et d'autres produits de première nécessité et a réaffirmé la détermination du peuple cubain à surmonter toutes les adversités. Parlant de la lutte du peuple cubain et du soutien de Cuba au peuple palestinien, il a déclaré : « Nous défendons le droit de tous à l'existence, en particulier de ceux qui souffrent le plus. » Il a souligné les liens historiques forts entre le peuple cubain et le peuple palestinien et a déclaré que Cuba trouve les moyens de soutenir le peuple palestinien en ce moment où il en a le plus besoin. Il a conclu son intervention en déclarant que Cuba continue la révolution, continue de construire, en faisant confiance au peuple et aux dirigeants. « Nous croyons en notre propre force. Nous survivrons. Nous vaincrons. »



**Ghassan Abulawi, du Mouvement de la jeunesse palestinienne**

Ghassan Abulawi, du Mouvement de la jeunesse palestinienne, a également fait une présentation. Il a remercié Cuba pour son soutien et sa solidarité avec le peuple palestinien, tant dans l'histoire qu'aujourd'hui. Il a noté que Cuba est en première ligne de la lutte contre l'impérialisme américain. Il a souligné que le peuple cubain et le peuple palestinien sont unis dans la lutte contre

l'impérialisme américain et ses alliés, qui sont responsables des guerres, de l'exploitation et de la souffrance humaine dans le monde entier. Soulignant l'importance des actions menées dans le monde entier contre l'occupation et l'agression impérialistes, Ghassan a terminé sa présentation par une citation du poète et militant communiste palestinien Ghassan Khanafani : « L'impérialisme a étendu son corps sur le monde, la tête en Asie de l'Est, le coeur au Moyen-Orient, ses artères atteignant l'Afrique et l'Amérique latine. Où que vous le frappiez, vous l'endommagez et vous servez la révolution mondiale. »



**Tenons-nous avec Haïti ! Core Group hors d'Haïti !**

## **Le Core Group et la Communauté des Caraïbes s'entendent pour imposer un Conseil présidentiel de transition et légitimer l'intervention étrangère**



La souveraineté du peuple haïtien continue d'être minée par le Core Group sur Haïti et, de plus en plus, par la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Les gouvernements de la CARICOM, au lieu de maintenir les relations fraternelles de longue date et la lutte commune contre le colonialisme et la domination étrangère que partagent les peuples des Caraïbes, ont accepté de jouer un rôle clé dans les programmes actuels du Core Group pour empêcher le peuple haïtien d'exercer un contrôle sur sa vie.

### **Le Core Group et le CARICOM nomment un « Conseil présidentiel de transition »**

A.T. Freeman, écrivant pour la Caribbean Organisation for People's Empowerment le 11 avril, souligne :

« Début mars, le premier ministre nommé par le Core Group, Ariel Henry, a été empêché de retourner en Haïti après que des groupes armés ont assiégé l'aéroport international Toussaint Louverture, où il avait l'intention d'atterrir. Dans la semaine qui a suivi, la CARICOM a convoqué une réunion de haut niveau sur Haïti à Kingston, en Jamaïque, le 11 mars. Cette réunion, à laquelle participaient également des membres du Core



Group et, notamment, le secrétaire d'État des États-Unis, Anthony Blinken, a produit ce qu'ils ont appelé un « arrangement de gouvernance transitoire », à la suite de la démission d'Ariel Henry. Henry avait accepté de démissionner dès l'établissement d'un Conseil présidentiel de transition et la nomination d'un Premier ministre par intérim.

A.T. Freeman poursuit :

« Les accords de transition violent ouvertement la souveraineté d'Haïti et visent à renforcer la mission coloniale des États-Unis et de leur Core Group. De nombreux commentateurs notent que la crise sociale actuelle en Haïti est le résultat de 20 ans de domination et d'ingérence flagrante du Core Group dans les affaires politiques d'Haïti, qui font partie d'un modèle plus large de domination américaine d'Haïti qui dure depuis plus d'un siècle.

« Le projet CARICOM/Core Group vise à nommer un Conseil présidentiel de transition tout en excluant spécifiquement de ce conseil tout Haïtien qui s'oppose à la Résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations unies d'octobre 2023 qui donne le feu vert à l'invasion d'Haïti organisée par les États-Unis et planifiée depuis longtemps. De cette façon, la CARICOM et le Core Group se sont donné le pouvoir de décider quels Haïtiens peuvent prendre part aux développements politiques dans leur propre pays.

« De plus, le plan du CARICOM/Core Group exige que le 'Conseil présidentiel de transition' envisagé ait comme tâche principale la 'collaboration avec tous les membres de la communauté internationale pour le déploiement accéléré de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti.' En d'autres termes, le soi-disant Conseil présidentiel de transition est une feuille de vigne pour tenter de légitimer l'intervention planifiée de longue date en Haïti. »



Pour couronner le tout, la participation des Haïtiens à la réunion du 11 mars s'est limitée à une réflexion virtuelle après coup. Alors que c'était dans l'ensemble une réunion en personne, ceux qui représentaient prétendument Haïti n'ont été autorisés à se joindre à la réunion qu'à la fin, et seulement via Zoom.

Le Conseil présidentiel de transition a été créé par décret le 12 avril. Dans une déclaration faite à cette occasion, la CARICOM s'est félicitée de cette évolution et a déclaré qu'elle « se tient prête à continuer de soutenir le peuple haïtien et ses dirigeants alors qu'ils déterminent leur avenir de manière souveraine au cours de cette période de transition sur la voie de la stabilité, de la sécurité et du développement durable à long terme pour Haïti ».

Dans la même veine, le département d'État américain a également salué le Conseil, affirmant qu'il est le fruit de « mois de discussions entre divers acteurs haïtiens » et qu'il « contribue à ouvrir la voie à des élections libres et équitables et au déploiement accéléré d'une mission multinationale de soutien à la sécurité ».

Ni le premier ministre canadien Justin Trudeau ni la ministre des Affaires étrangères Melanie Joly n'ont fait de commentaires à ce sujet.



## Le Canada forme des forces interventionnistes

Le Canada continue de jouer un rôle malveillant en Haïti depuis qu'il a convoqué l'Initiative d'Ottawa en 2003, qui a mené au coup d'État de 2004 contre le gouvernement démocratiquement élu de Jean-Bertrand Aristide. Il travaille maintenant de concert avec les forces de la Communauté des Caraïbes pour les aider à atteindre l'objectif des États-Unis et du Canada d'imposer une fois de plus des forces militaires étrangères à Haïti.



Le ministère de la Défense nationale (MDN) a indiqué que le 29 mars, dans le cadre d'une mission connue sous le nom d'opération Helios, « environ 70 membres des Forces armées canadiennes sont partis pour la Jamaïque ». Selon le MDN, ce déploiement a eu lieu à la demande du gouvernement jamaïcain. Les Forces armées canadiennes « offriront de l'instruction aux militaires des pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui se rendront en Haïti dans le cadre de la mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya et autorisée par l'ONU ».

Le MDN dit : « Les militaires canadiens participant au déploiement proviennent principalement du 1er Bataillon du Royal 22e Régiment à Valcartier, au Québec. Leur déploiement durera pour une période initiale d'environ un mois. Les Forces armées canadiennes s'attendent à former approximativement 330 troupes de la CARICOM provenant des Bahamas, du Belize et de la Jamaïque. »

Selon le MDN, « Cette instruction ne constitue qu'une des façons pour le Canada de soutenir la MMAS dirigée par le Kenya et de renforcer les capacités des pays partenaires de la CARICOM. En février, la ministre Joly a annoncé un investissement de 80,5 millions de dollars pour soutenir le déploiement de la MMAS.

« L'opération HELIOS se fonde également sur les efforts courants du Canada visant à augmenter les capacités des pays de la CARICOM pour la participation aux missions des Nations Unies. »

Les qualifications du Canada pour jouer ce rôle particulier dans l'affaiblissement du peuple haïtien sont évidentes dans le rôle qu'il a joué au lendemain du coup d'État de 2004. Le numéro de mars 2007 de *Press for Conversion*, consacré à Haïti, expliquait : « Par l'entremise de la Police des Nations unies (UNPOL), que la GRC dirige depuis le coup d'État, le Canada a formé et financé la police d'Haïti (PNH), qui a commis d'innombrables crimes, notamment des meurtres, des arrestations illégales, des actes de torture, des viols, du trafic de drogue et des enlèvements. Sous la supervision de la GRC, la PNH a promu de nombreuses recrues de l'armée haïtienne, qu'Aristide avait dissoutes. L'UNPOL a accompagné des raids meurtriers de la PNH dans des bidonvilles pauvres et a été témoin de tirs non provoqués sur des manifestants pacifiques pro-Aristide. Plutôt que d'essayer d'arrêter ou de prévenir de telles atrocités, le Canada aide régulièrement à les dissimuler. »

Plus tard en 2013, plusieurs policiers québécois qui faisaient partie des forces canadiennes supervisées par la GRC ont été reconnus coupables d'avoir enfreint les règlements de l'ONU en raison de violences sexuelles commises contre des femmes haïtiennes pendant leur déploiement.

L'impudence du gouvernement canadien est telle que, le 5 octobre 2023, deux jours après que le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé une force interventionniste à entrer en Haïti, Affaires mondiales Canada a annoncé son intention de déployer des agents de la GRC en Haïti « pour agir comme formateurs dans le cadre d'une intervention militaire multinationale, et les responsables ont

promis de mettre davantage l'accent sur la prévention de la violence sexuelle », a rapporté la Presse canadienne.

Comme *LML* l'a écrit à l'époque : « Affaires mondiales Canada a déclaré dans un communiqué qu'Ottawa 'se concentre également sur la prévention de la violence sexuelle et basées sur le genre' en Haïti. La Presse canadienne rapporte que la déclaration note que 'les bandes armées utilisent la violence sexuelle comme moyen de contrôler la population'. Lors de précédentes interventions militaires en Haïti, les habitants ont signalé une exploitation sexuelle généralisée de la part de leurs concitoyens et des armées étrangères, ce que Mme Vandehei a noté dans son témoignage. Au vu de ces rapports, il semblerait que l'accent soit mis sur la dissimulation des violences sexuelles commises par les forces étrangères envoyées en Haïti. »



---

## Mise à jour sur la force multinationale d'intervention dirigée par le Kenya

Malgré la vive opposition du peuple haïtien et de ses amis et alliés à travers le monde, les préparatifs de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), composée de 1000 policiers kenyans et 2000 soldats du Bénin, en plus des renforts de plusieurs pays des Caraïbes, se poursuivent. *Haiti Libre* rapporte que le 17 avril, le Conseil des ministres du Bénin a annoncé la nomination du Colonel Pamphile Zomahoun, directeur des services de liaison et de la documentation (DSLDD) du Bénin, en tant qu'envoyé spécial du Bénin en Haïti pour préparer Haïti à recevoir les 2000 soldats du Bénin. Avant leur départ pour Haïti, les soldats recevront une formation supplémentaire dispensée par des instructeurs béninois et étrangers. Le calendrier de déploiement de la MMAS n'est pas encore connu.

Des articles parus dans les médias kenyans montrent quels intérêts soutiennent le déploiement. Selon ces médias, des chefs d'entreprise haïtiens ont écrit une lettre au président kenyan, William Ruto, pour accélérer le déploiement, qui selon eux mettra le pays sur la voie du redressement. Ils ont affirmé leur volonté de coopérer avec le Kenya pour que le déploiement soit un succès. Les chefs d'entreprise ont également reconnu et soutenu la formation du Conseil présidentiel de transition.

Le 12 avril, quelques instants après la déclaration du Conseil de transition présidentiel, le gouvernement Biden a ordonné le déblocage de 60 millions de dollars, dont la majeure partie servira à armer et à former la MMAS. Un article du *Miami Herald* indique :

« L'administration Biden [...] s'est heurtée à des obstacles du Congrès malgré les 300 millions de dollars promis pour la mission. Pour contourner une partie de la résistance, Joe Biden a utilisé un pouvoir exécutif peu connu sous le nom de *Presidential Drawdown Authority*. Cette autorité a été créée en vertu de la *Loi sur l'aide étrangère* de 1961, et Joe Biden l'utilise pour contourner la résistance du Congrès face au financement d'armes destinées à l'Ukraine.

« L'équipement, qui peut provenir des stocks de n'importe quelle agence gouvernementale américaine, et la formation du département de la Défense aideront à faire décoller la Mission multinationale d'appui à la sécurité », écrit le *Miami Herald*. La mission est en suspens depuis que [le président Ariel] Henry, sous la pression de Washington, a annoncé sa démission le 11 mars. Le Kenya, qui est censé déployer 1000 de ses policiers pour servir de colonne vertébrale de la force, a déclaré qu'il ne déploierait pas ses policiers en Haïti à moins que le financement ne soit en place. » L'article ne précise pas quel niveau de financement est nécessaire pour satisfaire la demande du Kenya. Le *Miami Herald* souligne également :

« Les principaux républicains de la Chambre et du Sénat ont exprimé leur scepticisme au sujet de la mission et ont refusé d'approuver 40 millions de dollars sur les 100 millions de dollars promis par le département d'État. Le Pentagone, qui est censé construire une base en Haïti pour la mission, a promis séparément 200 millions de dollars. »

Pour sa part, le Canada s'est engagé à verser 80,5 millions de dollars à la MMAS en février, tandis que l'ONU a jusqu'à présent recueilli 10,8 millions de dollars auprès des États membres.

(*Haïti Libre, Miami Herald*)



---

## Les États-Unis reprennent les expulsions vers Haïti

Au milieu d'une crise qui s'aggrave en Haïti, les États-Unis ont une fois de plus montré clairement que leur prétendu souci pour le peuple haïtien n'est qu'une façon de justifier l'intervention étrangère qu'ils imposent, avec la France, le Canada et le reste du Core Group, au peuple haïtien pour l'empêcher d'exercer un contrôle sur ses propres affaires.

Le 18 avril, les États-Unis ont expulsé une cinquantaine de personnes vers Haïti, les premières depuis janvier, selon les agences de presse, à un moment où les activités de gangs rivaux qui représentent des factions opposées de l'élite dirigeante d'Haïti continuent de menacer le bien-être du peuple. Dans un communiqué, le département de la Sécurité intérieure des États-Unis a déclaré qu'il « continuera à appliquer les lois et la politique américaines dans le détroit de Floride et dans la région des Caraïbes, ainsi qu'à la frontière sud-ouest. La politique des États-Unis est de renvoyer les non-citoyens qui n'ont pas de base légale pour rester aux États-Unis. »

Le *New York Times* écrit à propos de cette action : « Les vols d'expulsion sont généralement considérés comme un moyen de dissuader les migrants de franchir la frontière sud sans autorisation. » Il ajoute que les expulsions surviennent à un moment où les migrants traversent la frontière sud des États-Unis à un rythme plus lent qu'auparavant. Parmi les personnes expulsées se trouvait un homme qui vit aux États-Unis depuis plus de 20 ans et qui n'a pas de liens familiaux en Haïti, mais qui a de la famille aux États-Unis. Les garde-côtes américains ont rapatrié 65 Haïtiens arrêtés en mer au large des côtes des Bahamas en mars.

« Ce n'est pas seulement moralement répréhensible et contraire au droit américain et international, c'est tout simplement une mauvaise politique étrangère », a déclaré Guerline Jozef, directrice de l'Alliance du pont haïtien, un groupe de défense des droits des migrants basé à San Diego. L'alliance soutient que l'administration Biden « condamne sciemment les plus vulnérables, qui sont venus nous voir en leur temps de besoin, à un danger imminent ». Dans un rapport publié en février 2023 et intitulé *Appel urgent à mettre fin à toutes les expulsions américaines vers Haïti*, l'alliance et plusieurs autres groupes de défense des droits humains expliquent les violations du droit américain et international comme suit :

« En vertu de la loi américaine, toute personne qui arrive à la frontière et exprime la crainte d'être renvoyée dans son pays d'origine ou qui exprime son intérêt à demander l'asile doit avoir accès à des audiences équitables avant son renvoi. Ces lois sont conformes au principe de non-refoulement, qui a été établi en vertu de l'article 33 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et qui s'est depuis cristallisé en tant que norme de *jus cogens* en droit international. » Les organisations expliquent ensuite l'utilisation du Titre 42 du Code américain pour procéder à ces expulsions, qui autorise le gouvernement à expulser une personne qui s'était récemment rendue dans un pays où une maladie transmissible était présente, « viole de manière flagrante le droit américain et le droit international en expulsant des Haïtiens vers un pays qui ne garantit jamais à ses citoyens les droits à

la santé, à l'alimentation, à l'eau, aux installations sanitaires, à la circulation et à la sécurité des personnes. »

Cette vision raciste et malveillante des cercles dirigeants américains des Haïtiens, qu'ils vivent en Haïti ou aux États-Unis, est confirmée par le fait que les États-Unis ont averti leurs propres citoyens d'éviter de se rendre en Haïti et ont organisé plusieurs vols d'évacuation de mars à avril pour faire sortir leurs citoyens d'Haïti. Le Canada a également émis des avis de voyage similaires et organisé trois vols d'évacuation depuis Haïti au début du mois d'avril.



### Dans l'actualité

## La résistance palestinienne repousse l'agression israélienne ainsi que l'ingérence extérieure



Toronto, le 30 mars 2024

À l'occasion du 48e anniversaire du Jour de la Terre, la Résistance palestinienne et des groupes politiques ont publié une déclaration soulignant leur engagement inébranlable envers la résistance au milieu de la guerre génocidaire d'Israël sur Gaza.

Le Comité de suivi des forces nationales et islamiques, qui regroupe les forces de la Résistance palestinienne, a publié une déclaration à l'occasion de la Journée de la terre, réaffirmant qu'aucune décision ne peut être imposée au peuple palestinien ou « supplanter la volonté palestinienne ».

« Le 48e anniversaire de l'éternelle Journée de la terre survient au milieu de l'agression sioniste [...] et pendant la bataille bénie du Déluge d'al-Aqsa, où la résistance palestinienne a opéré un changement stratégique dans la lutte contre l'occupation sioniste et les forces du mal mondial », peut-on lire dans la déclaration.

Le Comité salue « la fermeté et la constance légendaires de notre peuple depuis plus de 100 ans » et « notre courageuse résistance qui continue à faire des miracles, à frapper l'ennemi sioniste et à lui résister partout ».

La déclaration réitère l'appel urgent à une cessation immédiate de l'agression israélienne à Gaza. Les organisations ont exhorté les Palestiniens, ainsi que l'ensemble des communautés arabes, islamiques et mondiales, à intensifier la résistance contre les forces d'occupation et leurs partisans dans le monde entier.

Le Comité uni a catégoriquement rejeté tout « accord ou échange avec l'occupation, sauf en cas d'arrêt complet de l'agression, de retour des personnes déplacées, de retrait total de la bande de Gaza, d'abris et de reconstruction, de levée du siège, d'ouverture des points de passage et d'acheminement de l'aide ».

En ce qui concerne les récentes propositions relatives au déploiement de forces internationales ou arabes à Gaza, la Résistance unie rejette ces initiatives comme « une simple illusion et un mirage ». La déclaration indique que « toute force entrant dans la bande de Gaza est rejetée, inacceptée, il s'agit d'une force d'occupation et nous la traiterons comme telle ». Elle ajoute que la résistance palestinienne apprécie « la position des pays arabes qui ont refusé de participer et de coopérer avec la proposition des dirigeants de l'occupation ».

La déclaration met en garde contre toute ingérence extérieure dans l'unité nationale et l'autodétermination du peuple palestinien. « La gestion de la réalité palestinienne est une affaire nationale palestinienne interne dans laquelle nous ne permettrons à personne de s'immiscer, et toutes les tentatives de créer des administrations alternatives qui contournent la volonté du peuple palestinien mourront avant même d'avoir vu le jour », peut-on lire dans la déclaration.

« En ce Jour de la terre, nous affirmons que le sang palestinien restera le témoin vivant de la grandeur de la terre palestinienne, de la justesse de notre cause et de notre adhésion à nos droits sur cette terre », ajoute la déclaration.

« Ces sacrifices seront le carburant de la victoire, de la liberté, de l'indépendance et de l'établissement de l'État palestinien avec al-Quds comme capitale », conclut la déclaration.



Londres, Angleterre, 30 mars 2024

*(Chronique Palestine)*



---

## Les Philippines dénoncent les exercices militaires conjoints États-Unis-Philippines Balikatan 2024

Des organisations progressistes philippines ont organisé des actions pour s'opposer au début de la 39e version de l'exercice militaire conjoint américano-philippin Balikatan, qui a commencé le 22



Le Réseau des peuples pour l'environnement Kalikasan a dénoncé les jeux de guerre de Balikatan en soulignant les graves conséquences des exercices militaires pour l'environnement naturel. « Les mouvements de troupes, les manoeuvres de véhicules, les activités de construction et le naufrage de navires de guerre entraînent tous une perte et une fragmentation de l'habitat, mettant en danger la faune et la flore locales. L'utilisation de machines lourdes, d'explosifs, de munitions et d'autres équipements militaires contribue à la pollution du sol et de l'eau par contamination chimique », a déclaré l'organisation. Elle ajoute que « des quantités massives de déchets sont produites, dont une grande partie est toxique. La santé des communautés locales est menacée pendant les exercices, ainsi que par les impacts à long terme des exercices sur l'environnement. La pollution sonore perturbe les écosystèmes et dérange la faune et la flore. »



Kalikasan a également souligné que les États-Unis prévoient utiliser les Philippines comme chair à canon pour affronter la Chine. « L'histoire a également montré que les interventions américaines ont toujours conduit à des guerres et à des tragédies, ainsi qu'à une destruction généralisée et à long terme de l'environnement. C'est ce qu'ont montré les guerres menées par les États-Unis en Corée, au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Ukraine et en Palestine », a déclaré l'organisation.

Bayan a appelé le peuple philippin à résister aux exercices de guerre Balikatan, à s'opposer aux provocations américaines dans la région et à expulser les installations militaires américaines et les autres troupes étrangères présentes dans le pays. Pour sa part, Karapatan a appelé les peuples épris de liberté des Philippines et du monde entier à « forger le front de solidarité le plus large contre l'intervention impérialiste américaine et la guerre en mer de Chine méridionale et dans d'autres régions du monde ».

*(Avec des fichiers de Bulatlat)*



---

## **Les Sud-Coréens demandent la destitution du président Yoon Suk-yeol à la suite des élections nationales**

La 85e vigile à la chandelle organisée récemment en Corée du sud pour protester contre les politiques antisociales et bellicistes du président Yoon Suk-yeol a appelé à sa destitution à la suite des élections du 10 avril, au cours desquelles le Parti du pouvoir du peuple de M. Yoon s'est

retrouvé avec 108 sièges sur les 300 que compte l'Assemblée nationale. Il s'agit de la pire défaite d'un parti politique depuis la création de la République de Corée par les États-Unis en 1948, une décision politique visant à maintenir la Corée divisée et à permettre aux États-Unis de conserver une emprise militaire et politique sur la péninsule coréenne.



Depuis son arrivée au pouvoir en mai 2022, M. Yoon a non seulement lancé une offensive antisociale dans son pays, mais il a également resserré les liens avec les États-Unis et l'OTAN. La République de Corée est désormais l'un des dépôts d'approvisionnement en armes destinées à l'Ukraine, à la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie, ainsi qu'en armes destinées au génocide américano-israélien contre le peuple palestinien. La République de Corée rivalise également avec le Japon pour devenir l'avant-poste officiel de l'OTAN en Asie de l'Est. Le mouvement pacifiste en République de Corée s'est toujours opposé à ces politiques ainsi qu'à la participation du gouvernement Yoon à des jeux de guerre contre les Coréens de la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Au cours de ses deux années de mandat, Yoon Suk-yeol s'est employé à défaire les progrès accomplis dans l'établissement des relations intercoréennes pendant le mandat du précédent président, Moon Jae-in, et a intensifié sa participation aux exercices militaires menés par les États-Unis en Corée du sud, dans le but de provoquer la République populaire démocratique de Corée. En outre, sous la pression des États-Unis et du Japon, le gouvernement Yoon a adopté une approche souple à l'égard des crimes commis par le Japon pendant la guerre contre le peuple coréen et a plutôt cherché à renforcer les liens bilatéraux avec le Japon. La question des dizaines de milliers de « femmes de réconfort » coréennes qui ont été enlevées et réduites à l'esclavage sexuel pour servir l'armée impériale japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale, par exemple, a également été mise de côté. Sous les ordres des États-Unis, Yoon a également œuvré au renforcement des relations militaires entre la République de Corée et le Japon, ainsi que des relations entre les États-Unis, le Japon et la République de Corée, au service de la stratégie indopacifique des États-Unis visant à contenir la Chine et la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Le résultat de l'élection du 10 avril n'est donc pas surprenant. Il n'est pas de bon augure qu'à la suite de ces élections, qui ont entraîné la démission du premier ministre Han Duck-soo et du chef de cabinet de Yoon, Lee Kwan-sup, Yoon ait déclaré à la télévision nationale : « Nous devons humblement accepter le sentiment populaire qui s'est manifesté lors de ces élections. Nous allons communiquer davantage avec souplesse et ouverture d'esprit, et je serai le premier à écouter attentivement le sentiment populaire. »

En d'autres termes, tout se passera comme d'habitude. Les Coréens de la République de Corée n'ont pas l'intention de supporter ce type d'arrogance et d'autoritarisme, et il est très possible que le président Yoon Suk-yeol ne se rende pas à la fin de son mandat en 2027.



(Avec des fichiers de Hankyoreh et KCNA)



## Les fermiers et les travailleurs de l'Inde trouvent les moyens de s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires

– J. Singh –



Un mahapanchayat à Kheda Chobisi, 16 avril 2024

Les fermiers indiens organisent des *mahapanchayats* (grandes assemblées de masse) et des rencontres dans différentes régions du pays pour discuter de la participation aux prochaines

élections générales et faire valoir leurs revendications. Dans de nombreuses régions, ils ont lancé des campagnes basées sur le slogan *Donnez-nous des réponses, nous exigeons des comptes*. Lorsqu'un politicien vient dans un village, peu importe à quel parti il appartient, on lui pose des questions sur ce qu'il a fait pour répondre aux demandes des fermiers et des autres travailleurs. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas en mesure de répondre et s'enfuient.

Un autre slogan a été repris : *Chhaltantra Nahin Chalega* (Plus de déceptocratie). On peut l'entendre lorsque les politiciens des partis qui se disputent le pouvoir au nom d'intérêts privés viennent dans les villages. Les fermiers soulignent que même s'ils défont le gouvernement actuel, ils devront continuer de se battre car, quel que soit le parti au pouvoir, ces partis appliqueront les accords signés par le gouvernement de Manmohan Singh avec l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui ont ouvert la voie à la cession des terres de l'Inde à Adani, Ambani et d'autres. De nombreux fermiers ont déclaré que ce n'est pas parce que nous sommes en train de récolter nos produits que nous ne continuerons pas à nous battre. Nous poursuivrons nos actions et nous préparerons les batailles à venir.

Le 17 avril était la Journée internationale des luttes paysannes. Dans toute l'Inde, les fermiers ont organisé des réunions et des *mahapanchayats* sous l'appel : « Construisons la solidarité ! Assez de génocide, d'expulsions et de violence ! » Ils ont déclaré : « À la suite de notre huitième conférence internationale en décembre 2023, nous, paysans, jeunes, femmes, hommes et minorités, migrants, travailleurs ruraux et sans terre, pêcheurs et peuples autochtones, sommes animés d'un espoir et d'une force renouvelés, d'une prise de conscience, d'un engagement inébranlable, d'une unité organisée et d'une détermination à affronter les crises aux multiples facettes. Unis, nous sauvegardons notre Terre Mère contre l'emprise des multinationales de l'agroalimentaire, des néocolonialistes, des fascistes et des forces militaires répressives. Nous occuperons les rues et tous les espaces pour réaffirmer notre voie paysanne et renforcer la souveraineté alimentaire. »

La désinformation, la duperie et la fraude qui prennent la forme de promesses électorales, de manifestes et de garanties des différents partis de l'élite dirigeante remplissent les rues, les ondes et les médias sociaux. Le parti au pouvoir dépense de l'argent comme s'il n'y avait pas de lendemain. Le premier ministre Modi a proclamé que l'Inde deviendra une plaque tournante mondiale pour toutes sortes de choses. Rien de concret. L'Alliance indienne promet 10 millions d'emplois. Dans un pays où 83 % des jeunes sont au chômage, c'est une plaisanterie cruelle. Les partis d'opposition se plaignent des méthodes musclées du gouvernement Modi, qui utilise les agences de l'État pour arrêter et intimider les candidats et les partis de l'opposition. De nombreux candidats des partis d'opposition ont rejoint le BJP, le parti au pouvoir, par crainte de subir des descentes de police. Ils réclament des élections libres et équitables et des conditions égales pour tous.

En Inde, selon le rapport sur les inégalités dans le monde, 22 familles possèdent plus de richesses que 700 millions de personnes. Le règne des milliardaires se poursuit depuis 1947, quel que soit le parti au pouvoir ou ses slogans, qu'il s'agisse du socialisme, du sécularisme, de la libéralisation, de la privatisation, de la troisième voie, de l'Hindu Rashtra ou d'autres encore. Les riches se sont enrichis et les pauvres sont devenus plus nombreux et plus pauvres. Dans ces conditions, comment peut-on espérer des élections équitables ?

Dans une démocratie libérale, les élections n'ont jamais été et ne peuvent pas être « libres et équitables » au sens où les gens entendent ces mots, et il ne peut pas y avoir de règles du jeu équitables parce que l'argent parle – ainsi que les muscles, la tromperie et la désinformation. Aucune loi ne permet aux citoyens d'exercer leur droit d'élire et d'être élus de manière libre et équitable. L'argent et les muscles les empêchent d'exercer leur droit de vote.

Lors des dernières élections générales en Inde, les partis politiques ont dépensé près de 8 milliards de dollars pour priver les citoyens de leurs droits, pour faire de la désinformation et pour priver le peuple du pouvoir. Diverses sections de l'élite dirigeante se plaignent de l'absence d'élections

équitable et de règles du jeu équitables afin de s'emparer de l'État à leurs propres fins. Aucun de ces partis n'a intérêt à donner du pouvoir au peuple. Bien sûr, le peuple a besoin d'un système électoral qui lui donne du pouvoir, mais l'élite dirigeante et ses partis ne parlent que pour tromper le peuple en le détournant de la conclusion que le processus électoral établi par les Britanniques le prive de son pouvoir parce que son seul rôle est de déposer un bulletin de vote autorisant quelqu'un d'autre à parler et à agir en son nom. Ces personnes, ainsi autorisées, parlent et agissent en fait pour les riches.

Le processus électoral a besoin d'une sérieuse réforme pour être démocratisé. Le mode de scrutin uninominal à un tour doit disparaître. Les partis politiques ne devraient pas être autorisés à sélectionner les candidats. Les citoyens devraient choisir et élire des candidats parmi leurs pairs au travail, dans leur quartier, au bureau, à l'école, etc. Les élections doivent être financées par des fonds publics et personne ne doit être autorisé à dépenser de l'argent pour les élections. Des mécanismes doivent être mis en place pour que les citoyens puissent exercer leur souveraineté sans la médiation de représentants et de partis sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle et desquels ils n'ont pas les moyens d'exiger des comptes.



---

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)